

LE PEUPLE BRETON

3f
Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

PLAN GAMIN
DOSSIER SCOLAIRE,
L'ENFANT MIS EN FICHES

N° 174
MAI 1978

LA MONTÉE DES LUTTES DE LIBÉRATION DANS LE MONDE
OU SE PLACE LA BRETAGNE



Gernot

**REFLEXIONS
APRES UNE MAREE NOIRE**

Pour tous vos achats

Textiles

Bazar

Alimentaires

Faites

confiance à...



EUROMARCHE

une nouvelle race de magasins



Boulevard de Plymouth

BREST

Ouvert sans interruption de 9h. à 22h.
(le samedi de 9h. à 19h.)

IMPRIMERIE

8-10, route de Quimper

BREST

LE GRAND

Tél. 02.03.89

VINS SUPÉRIEURS

Ets LE FUR

SANTA-ROSA

Allée du Bois Noir LANDERNEAU

— Spécialiste des Vins Fins —

HÔTEL DE L'ARRIVÉE ★★ NN

BAR-BRASSERIE

52, Boulevard de la République

Salon - Chambres avec Télévision

35400 ST-MALO - Tél. (99) 56.30.78

STÉ D'ETUDES & DE
CONSTRUCTIONS
DES ABERS

PLANS
DEVIS
REALISATIONS



Lannilis
Le Folgoët
Lesneven
Plouneventer

04.02.16
83.25.90
85.49.05

ker blues

DISQUES

import direct

pop rock

folk jazz

la seule maison de disques
tenue par des musiciens

4 rue du télégraphe brest
tél.(98) 44 20 95

Bacchus

10, rue Charles-Berthelot
BREST

Bières, vins et alcools à emporter

CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

PORT DE COMMERCE

BREST

Tél. 44-33-21

« LE PEUPLE BRETON »
Mensuel

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX

ABONNEMENTS

Ordinaire : 30 F

De soutien : à partir de 50 F

Etranger : 40 F

Etranger (par avion) : 55 F

C.C.P. 2 365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse
nous demandons à nos abonnés de
nous écrire en joignant ou en
recopiant leur dernière bande d'expé-
dition du journal et en joignant 2,00 F
en timbres pour frais. Merci d'avance.

Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

Au terme d'une année U.D.B. riche en événements de toute sorte, nous remercions ici les innombrables lecteurs dont les noms ont figuré sur les douze dernières listes de souscription. La confiance qu'ils ont témoignée en l'avenir de notre combat en souscrivant pour les progrès du P.B. est pour nous un encouragement inappréciable. Mais il faut faire en sorte que chacune des douze prochaines listes soit aussi fournie que celle de ce mois. Nous en avons d'autant plus besoin qu'aux problèmes classiques de notre journal s'ajoutent depuis quelque temps des difficultés liées à la dégradation du service public des P.T.T., dégradation que les syndicats dénoncent d'ailleurs avec force. Ainsi, la disparition récente de plusieurs lettres a entraîné pour nous la perte de plus de 5 000 F et provoqué des réclamations de la part d'une trentaine de lecteurs dont les abonnements ne nous sont pas parvenus.

1^{re} LISTE

Ernest H., Paris	20,00 F
Yvonne H., Béthune (62) ..	10,00 F
Jean-Michel V., St-Philibert (56)	20,00 F
André B., Guérande	20,00 F
Jacques Madec, Plouzané ..	30,00 F
Loïc P., Quimper	20,00 F
Louis T., Paris	20,00 F
Hervé G., Yvetot	23,30 F
Erwan D., Rennes	20,00 F
Jacky N., Sotteville (76) ..	20,00 F
Raymond H., Plurien	20,00 F
Yannig V., Maël-Carhaix ..	20,00 F
Nadine S., Trégunc	20,00 F
Maurice L.B., Concarneau ..	20,00 F
Michel P., Trégunc	20,00 F
André P., Plancoët	20,00 F
Jean-Michel L.B., Douarnenez	20,00 F
Jean-Claude T., Quesnoy ..	20,00 F
Jean Raoult, Le Relecq-Kerhuon	20,00 F
Patrick E., Bubry	20,00 F
M. François, Angers (49) ..	8,00 F
Jean-Luc L., Ménéac	70,00 F
Pierre M., Montgeron (91)	20,00 F
Georges R., Belle-Isle-en-Terre	20,00 F
Jean-Yves U., Rennes	30,00 F
Jean-Raymond L., Corbeil-Essonnes	20,00 F
Robert Gesnot, Brest	20,00 F
Alain J., Gourin	20,00 F
J.-P. Lavanant, Plabennec ..	20,00 F

Jacques B., Fauville-en-Caux (76) ..	20,00 F
Philippe B., St-Nazaire ..	20,00 F
Christian G., Combrit	20,00 F
Jean-François G., Brest ..	20,00 F
Philippe C., Crozon	20,00 F
Jean-Paul B., Saint-Maudé ..	70,00 F
François M., Nantes	30,00 F
Dominique R., Freming-Merlbach (57) ..	25,00 F
Berne L.M., Sarzeau	20,00 F
Daniel C., Brest	20,00 F
Lucien D., Châteauneuf d'Ille-et-Vilaine	30,00 F
André G., Matignon	70,00 F
Roger R., Paris	20,00 F
A.L.D., Bénodet	20,00 F
Anne-Marie Quesseveur, Morlaix	20,00 F
Ternando P., Pessac (33) ..	20,00 F
Jean-Jacques H., Paris ..	120,00 F
Jean-Yves L.P., Louannec ..	20,00 F
Jean-Marc Le Luyer, Saint-Palais (64)	10,00 F
Jean-Yves L.C., Paramé ..	20,00 F
Antoine C., La Chapelle s/Erdre ..	70,00 F
Léon M., Saint-Brieuc ..	20,00 F
Bernard S., Paris (10 ^e) ..	70,00 F
Philippe L., Quimper	70,00 F
André L.B., Montpellier ..	70,00 F
Jean C., Bretigny s/Orge (91) ..	20,00 F
C.M., Carantec	120,00 F
Joseph B., Thouare-sur-Loire	20,00 F
Yann-Mark Bihannic, St-Rémy les Chareux ..	20,00 F
P.B. Grenoble, Félicitations pour votre action qui redonne du courage aux déportés du travail ..	20,00 F
René L., Montrejean (31) ..	20,00 F
Mikaël Remond, Rio de Janeiro, Brésil ..	200,00 F
Jean L.G., Alençon (61) ..	30,00 F
Patrick B., Issy-les-Moulineaux (92) ..	20,00 F
Paul B., Maintenon (28) ..	20,00 F
Mona K., La Tour-du-Pin (38)	20,00 F
Tremeur B., Carhaix	20,00 F
Hamon Coz, Plougoulm ..	40,00 F
Danielle H., Brest	20,00 F
Guy J., Rennes	20,00 F
Catherine S., Marseille (13) ..	170,00 F
Jean-Paul L.B., Louviers (27)	20,00 F
Jeff Falmor, St-Urchaud ..	25,00 F
Jacques R., Malakoff (92) ..	20,00 F
M.J.C.M., Clichy (92)	20,00 F
Claude L.G., Rugles (27) ..	20,00 F
Gérard B., Limeil-Brevannes (94) ..	20,00 F
Hervé Cozien, Niger	5,00 F
Fest-nos U.D.B. de la Chapelle-Neuve ..	6,00 F
Le Treust, Pabu	2,00 F
Diridollou, Bourbriac	5,00 F
Patrick M., Rennes	70,00 F
Le Garrec, Pont-Neuf	8,00 F
Philippe H., Versailles (78) ..	70,00 F
Yann R., St-Cyr s/Loire (37)	20,00 F
Pierre D., Plérin	70,00 F
M.P., Saint-Brieuc	10,00 F
Robert B., Grigny (91) ..	40,00 F
Yves L., Paris (75)	20,00 F
Claude Liboux, Bois-Colombes (92)	70,00 F
Jean-Yves B., Nantes	30,00 F
René M., Douarnenez	20,00 F
Claude L.R., St-Malo	20,00 F
Daniel J., Lorient	30,00 F
Fédération de Loire-Atlan- tique U.D.B.	35,10 F

TOTAL de la 1^{re} liste ... 2982,40 F

SOMMAIRE

POLITIQUE

LE RAPPORT POLITIQUE DU B.P. DE L'U.D.B.	4
--	---

ÉCOLOGIE

LE BILAN DE LA MARÉE NOIRE.	12
LE COURRIER DE LA MARÉE NOIRE.	28

SOCIÉTÉ

L'ENFANT EN FICHES.	10
--------------------------	----

AGRICULTURE

QUI EST MONSIEUR BIGARD ?	8
------------------------------------	---

RUBRIQUES

LE PROBLÈME BRETON DE BREST À NANTES.	16
FESTOU-NOS.	22
P.B. SERVICE.	11
CHIFFRES POUR UN COMBAT.	7
A LA LANTERNE.	22

INTERNATIONAL

ZIMBABWE, VAL D'AOSTE, CANARIES, ALGÉRIENS EN EUROPE.	18
--	----

CULTURE

CRASH-COURSE DE BRETON A RENNES.	23
LANGUE BRETONNE.	24
LE N° 100 DE POBL-VREIZH. ...	26
HISTOIRE.	24

COURRIER DES LECTEURS ... 29

ÉDITORIAL 32

Composition mécanique - Lorient
Impr. de l'Iroise - Le Relecq-Kerhuon
Publication inscrite à la C.P.A.P. n° 41 387
Tirage : 10 000 ex. - Dépôt légal : 2^e trim.
Directeur de la publication : R. Leprohon

L'ÉVOLUTION POLITIQUE DES DEUX DERNIÈRES ANNÉES

LA BRETAGNE EN EUROPE ET DANS LE MONDE

**LE RAPPORT POLITIQUE
DU B.P. DE L'U.D.B.
DEVANT LE CONGRÈS
DE BREST**

LA SITUATION INTERNATIONALE

Lors du précédent congrès de l'Union démocratique bretonne, le caractère de la crise qui frappait le monde capitaliste n'apparaissait pas avec clarté. Les deux années qui viennent de s'écouler semblent bien établir que le monde est entré dans une crise longue où les avancées et les reculs économiques s'inscrivent dans un reclassement général des pouvoirs et des influences.

Quelques constatations s'imposent cependant avec une relative évidence dans ce contexte : **il ne paraît guère possible au capitalisme de poursuivre sa politique de développement accéléré** fondé en particulier sur des taux de croissance élevés dans les pays industrialisés dominants. Le capitalisme semble être en train de négocier son passage à un rythme de croissance moins soutenu, obtenu sur le dos des travailleurs par l'institutionnalisation de masses de chômage organique. Il essaye, par ailleurs, de maintenir sa maîtrise sur les ressources énergétiques et de matières premières du Tiers Monde.

Et, dans ce domaine, si quelques voix — en Europe en particulier — ont prôné une croissance quasi-nulle et une redistribution des revenus et du travail, on doit constater l'échec, au moins provisoire, de ces théories et des nouveaux rapports internationaux qu'elles auraient pu entraîner (échec de la Conférence Nord-Sud).

Au contraire, la **relation du Tiers-Monde et du monde industrialisé s'est poursuivie, fondée sur les réalités du développement inégal**. Là où le Tiers-Monde dispose du poids de son pétrole (pays de l'OPEP), il voit grignoter ses avantages par des manipulations monétaires (chute du dollar) ; ailleurs, le développement entraîne parfois un certain progrès en valeur absolue (Côte d'Ivoire, Ma-

roc) mais vite annulé par le creusement de l'écart avec le monde développé et dans certains cas, l'absence de tout développement entraîne parfois une chute dans une paupérisation totale, aggravée par le fait que des régimes dictatoriaux à la solde de l'Occident maintiennent leurs peuples dans une sujétion et une misère atroces (Empire centrafricain, Guinée ex-espagnole).

Enfin un **grand principe : celui de l'intangibilité des frontières héritées du colonialisme** (défendue par l'O.U.A.) est remis en cause depuis quelques mois en plusieurs points du monde : en Extrême-Orient, avec le conflit entre le Viet-Nam et le Kampuchea ; dans la corne de l'Afrique avec la guerre entre la Somalie et l'Éthiopie ; au Sahara avec la lutte de libération nationale du peuple sahraoui. Dans ces conflits semble dominer une politique de reclassement territorial et ethnique des peuples. Les nationalismes secondaires qui s'y affrontent offrent aux 2 blocs des terrains d'intervention par alliés

interposés (Maroc, Cuba, etc...) avec parfois des situations-limites : renversements de l'alliance russe en Somalie, présence conjointe en Éthiopie des Cubains et des Israéliens, etc...

Bien qu'il ne nous soit pas permis d'enregistrer des succès évidents comme ceux du Viet-Nam et de l'Angola, les luttes d'émancipation des peuples opprimés se poursuivent sans relâche dans le monde et traduisent un mouvement de fond. Dans ce genre de lutte la France se place toujours du côté de l'opresseur. Elle fournit du matériel de guerre (Afrique du Sud...) et prête même son assistance (Saharaoui, Tchad, Zaïre, Nouvelles Hébrides...).

Le terrain d'affrontement des blocs s'est d'ailleurs déplacé d'Asie en Afrique. La disparition de Mao-Tsé-Toung et les révisions en cours à Pékin y ont aidé. Telle quelle, la situation reste marquée par un maintien approximatif des équilibres entre blocs : en Amérique du Sud, l'impérialisme américain soutenu par le nouveau président Carter, a beau-



L'Afrique du Sud : un bastion qui ne tient que grâce aux occidentaux...

coup poussé à la généralisation de situations de type chilien (dictature de Videla en Argentine, etc...); en Europe de l'Est, l'U.R.S.S. s'oppose toujours avec efficacité à la libéralisation de son régime et de ceux des pays du pacte de Varsovie.

Au Moyen-Orient, par Israël, Syrie et Egypte interposés, se multiplient les tentatives des deux blocs de « régler » le problème palestinien par la défaite de la résistance, voire par la destruction définitive du peuple palestinien.

MUTATIONS EN EUROPE

A l'échelon européen, la prise de conscience des peuples s'est confirmée par l'adoption dans certains états d'un nouveau cadre institutionnel accordant un statut d'autonomie à différentes nationalités. Cette évolution est cependant très inégale et conduit aux constats suivants :

- elle ne concerne que des états ayant une régime d'économie libérale ;

- il existe une nette différence entre le processus observé en Grande-Bretagne et celui qui prévaut dans l'état espagnol. Dans le premier cas, la revendication s'exprime à travers des partis nationalistes. Dans le second, ce sont des partis « d'Etat » plus ou moins décentralisés qui prennent à leur compte la revendication (laquelle comporte souvent une dimension sociale), réduisant les mouvements nationalistes à des organisations nettement minoritaires, voire même marginales.

- ce phénomène, net en Europe occidentale, n'empêche pas la poursuite du processus d'intégration à l'intérieur du Marché Commun. Ainsi l'adoption de la règle des 200 milles, décidée au niveau centralisé de ce qui s'avère être aujourd'hui l'embryon d'un appareil d'Etat européen, a contribué à désorganiser l'équilibre déjà précaire de certaines zones périphériques sous-développées, dont la Bretagne.

Au total les fondements du système capitaliste en Europe occidentale ne semblent pas particulièrement ébranlés par les effets de la crise. Il n'existe aucune perspective d'une amorce de processus conduisant au socialisme dans les divers pays européens qu'ils appartiennent ou non au Marché commun :

- au Portugal la gauche a échoué ;

- en Suède, même la vieille social-démocratie a été évincée ;

- en Italie, le P.C.I. se voit conduit à participer à la gestion de la crise ;

- en Allemagne occidentale, les socio-démocrates contribuent sans vergogne à la chasse aux sorcières ;

- en France, le projet du Programme commun a été vaincu ;

- en Espagne, la gauche n'a même pas bénéficié de la désintégration



A l'échelon européen, la prise de conscience des peuples s'est confirmée.

du franquisme.

La social-démocratie européenne, capable seulement de gérer la crise du capitalisme, n'a pu convaincre les travailleurs européens des bienfaits de l'« environnement socialiste » européen prôné par messieurs Wilson, Schmidt ou Soares. En France, le principe complémentaire de l'alternance reflète davantage l'aspiration du P.S. à prendre le pouvoir que sa capacité à impulser des changements profonds.

Cette situation n'est pas sans influence sur la montée de la violence et du terrorisme auquel aucun état n'échappe aujourd'hui et dont on peut légitimement craindre l'effet réciproque en forme de répression de la part des régimes de droite qui sortent consolidés de leur affrontement avec la gauche démocratique.

Il y a deux ans, nous notions que le combat de l'U.D.B. s'inscrit de plus en plus dans un contexte international anti-impérialiste. La présence de l'U.D.B., en tant que telle, à la conférence contre l'apartheid et le colonialisme en Afrique australe en est l'exemple le plus frappant.

Mais nous notions aussi la puissance de la position française dans le monde et la difficulté pour le bloc socialiste ou le Tiers-Monde d'appuyer les luttes en Bretagne contre les intérêts français. Les contacts de l'U.D.B. et du Front Polisario (à Alger et à Madrid) ont illustré cette difficulté.

De plus, il apparaît qu'en matière de lutte anticolonialiste, nous rencontrons dans le camp progressiste la présence directe ou indirecte du mouvement communiste international, et celui-ci se trouve lié par le principe de non ingérence dans ce que le P.C.F. considère comme une affaire

intérieure à l'Etat français (contacts avec les P.C. Irlandais et Réunionnais).

Cependant le problème breton continue d'être utilisé au plan international, soit comme exemple négatif (réponse canadienne « pro-bretonne » à la démarche pro-québécoise de Giscard et Chirac), soit de manière plus positive (apparition dans l'Encyclopédie de l'Union soviétique de la notion de minorités nationales en France, dont la Bretagne).

HEXAGONE : LA DÉFAITE DU PROGRAMME COMMUN

Sur le plan hexagonal les trois faits importants pour nous ont été : la gestion droitière de la crise, l'évolution des revendications nationalistes et la défaite électorale des partis du Programme commun.

Nous notions, il y a deux ans, que la conjoncture économique difficile permettait à la droite giscardienne de développer sa politique d'adaptation du capitalisme aux normes du dernier quart du XX^e siècle : celle de la constitution, sur la ruine des économies locales, de puissantes concentrations multinationales.

De ce point de vue, il faut noter la réussite évidente du projet : le démantèlement des activités industrielles et commerciales archaïques s'est poursuivi, cependant qu'au prix de quelques satisfactions d'amour-propre (Concorde) la bourgeoisie national-gaulliste laissait se poursuivre allégrement l'intégration « européenne » des secteurs de pointe de l'économie hexagonale.

La politique « écran-de-fumée » de revalorisation du travail manuel, d'assistance aux victimes de la crise permettait par ailleurs d'habituer l'opinion à l'existence organique d'un volant de chômage et permettait d'imposer une politique de redressement financier fondée pour l'essentiel sur le blocage de la masse salariale.

Seul le projet pompidoliste de « mobilité croissante de la main-d'œuvre » rencontrait, malgré la crise, une opposition soutenue, fondée notamment sur la généralisation de la prise en compte par les syndicats de la revendication « vivre au pays » et par la multiplication de conflits limités, mais durs et souvent provoqués par des liquidations d'entreprises.

Les campagnes syndicales en faveur des équilibres « régionaux » s'accompagnaient d'ailleurs d'une prise en compte croissante par les partis de gauche des revendications « régionalistes », confirmant ainsi une des hypothèses de notre dernier congrès.

L'évolution fut si nette qu'on a vu en Bretagne le P.C.F., le P.S. et le P.S.U. se doter, comme l'U.D.B. la première, d'un programme spécifiquement breton. Cette convergence, utilisée par nous lors de l'élaboration du Programme démocratique breton, pouvait déboucher sur une fructueuse expérimentation en cas de victoire de la gauche...

Cette avancée idéologique a résulté, en grande partie, de la « pression » de l'U.D.B., car au niveau hexagonal le développement des luttes est avant tout marqué par la disparité des situations : en Alsace et en Flandres, le régionalisme conservateur reste la règle ; en Euzkadi-Nord et en Roussillon, la situation est compliquée par la position très

minoritaire à l'intérieur de leurs peuples respectifs des « ressortissants français » ; en Corse, le choix d'une voie terroriste, si elle a retenu l'attention des mass-media, ne semble pas avoir débouché en deux ans sur une clarification et une percée autonomiste notables ; en Occitanie, l'hypothèque gauchiste pèse toujours lourdement sur la revendication locale que seule « V.V.A.P. » est peut-être en train d'ordonner... En fait, l'U.D.B. en Bretagne constituait, surtout depuis les élections municipales de 1977, le « cas » le plus gênant pour la gauche française. Ce n'est certainement pas par hasard si c'est en Bretagne que celle-ci avait fait l'effort programmatique le plus important, notamment en vue de détourner à son profit l'électorat breton que l'U.D.B. aurait pu sensibiliser.

Dans ce dernier domaine la tactique de la gauche française a réussi au premier tour : les partis dominants ont laminé les espérances d'une percée U.D.B. Ceci, dans une perspective de victoire de la gauche, nous aurait probablement posé des problèmes.

La désunion qui a marqué les relations des partis du programme commun de gouvernement durant les six derniers mois qui ont précédé les élections législatives est la cause véritable de l'échec électoral enregistré par la gauche.

L'électoratisme qui a été évident de la part du P.S. est à l'origine de cette désunion. Dans sa tactique le P.S. a préféré s'appuyer sur la frange la plus libérale du capitalisme plutôt que sur les forces vives du pays. La recherche des voix centristes a conduit le P.S. à donner une lecture édulcorée du programme commun de gouvernement signé en 1972. Dans ces conditions il n'est pas évident

que le P.C.F. désirait accéder au pouvoir.

Les espérances électorales du P.S., confirmées jusqu'au dernier moment par les sondages, ont déterminé une attitude intransigeante de ce parti à l'égard des demandes du P.C.F. accélérant ainsi le processus de désagrégation de l'union.

En conclusion il apparaît que les partis de la gauche hexagonale sont incapables de se mettre d'accord sur un programme de gouvernement. Notre attitude unitaire, définie lors du dernier congrès, a été appliquée, de manière intransigeante et exemplaire et si la gauche et l'U.D.B. ont enregistré des progrès en Bretagne, notamment à l'occasion des élections municipales, nous devons reconnaître que nous subissons aussi l'échec de la gauche. Nous devons en tirer les conclusions.

L'ÉMERGENCE DE LA NOTION D'AUTONOMIE BRETONNE

Pendant les deux années écoulées, la situation économique de la Bretagne n'a pas fondamentalement évolué. L'accentuation des effets de la crise s'est confirmée par une augmentation sensible du nombre de chômeurs, la Bretagne atteignant des taux de sous-emploi comparables à ceux des régions les plus sous-développées d'Europe.

Cette progression du chômage accompagne la désintégration économique — aussi bien en industrie qu'en agriculture — alors que toute mesure de décentralisation est désormais abandonnée. Les interven-



La « Région » doit prendre le relais de l'Etat pour l'achèvement du Plan Routier Breton.

tions économiques se limitent aujourd'hui à l'assistance d'entreprises en difficulté par les collectivités locales et à quelques mesures ponctuelles de la « région », mesures qui correspondent en fait à des transferts de charges de l'Etat (Plan routier breton, C.E.S.) et qui, de toute façon, s'avèrent dérisoires par rapport à l'ampleur des besoins.

En dépit d'une stabilisation globale de la démographie bretonne, l'émigration des jeunes et des producteurs se poursuit d'une manière tragique, cependant que s'accroît le retour des émigrés-retraités et que se multiplient les emplois « parasitaires » (travail temporaire, doubles retraites).

Des disparités de situation accentuent les clivages dans certains couches sociales : c'est le cas en parti-

lier chez les agriculteurs où l'on observe un enrichissement relatif de certains entrepreneurs agricoles dominant les secteurs qui résistent à la crise, tandis que se poursuit la paupérisation relative des couches rurales les plus défavorisées. Cette différenciation de classe pénètre aujourd'hui le syndicalisme paysan où elle oppose certaines fédérations bretonnes « de gauche » à la direction hexagonale pro-Chirac.

L'intensification de la crise contraste avec un essoufflement de la revendication syndicale et les luttes ouvrières n'ont jamais été aussi peu nombreuses. Sans doute cette situation généralisée à l'échelle de l'hexagone est-elle à mettre en parallèle avec un déplacement de la revendication politique en période électorale particulièrement chargée (municipales, législatives).

Cependant cette prise en compte par les partis politiques n'a pas empêché le succès des actions de masses (grèves générales, manifestations) à l'occasion desquelles on a pu noter une indiscutable bretonnisation des revendications (qu'il faut relier à la prise en cause de la régionalisation par les partis de gauche).

Dans les mois qui ont précédé les élections législatives, il faut noter que, à l'initiative de l'U.D.B., on a pu assister à une dédramatisation de la notion d'autonomie. Mais cette constatation ne saurait nous conduire à sous-estimer le bloc très peu entamé des mentalités colonisées : nous l'avons constaté aussi bien pendant la campagne électorale qui nous a montré à quel niveau simpliste il fallait parfois situer notre argumentation qu'à l'occasion de la dernière marée noire qui n'a eu que très peu d'influence sur le scrutin du deuxième tour.

Sur le plan culturel, à la stagnation des années passées a succédé une diversification intéressante des actions : « Diwan », R.T.B., Front culturel progressiste. Dans la plupart des cas, l'U.D.B. a accompagné et soutenu les actions proposées et a déterminé ainsi une pratique nouvelle dont on peut se demander si elle n'est pas mieux adaptée aux capacités du Parti que nos précédentes initiatives (Galv). Dans ce domaine pourtant, l'initiative de l'U.D.B. peut être déterminante pour amplifier certains combats ou pour fixer les positions (Charte culturelle maintenant refusée, sauf par une frange du mouvement culturel).

Dans le domaine politique, l'entrée du P.S.U. dans le « mouvement breton » semble avoir provoqué son déclin irréversible : nous ne nous en plaignons pas. Si le gauchisme (dans ses variantes bretonnes) a pratiquement disparu, par contre, et ce pourrait être un signe positif, il faut remarquer l'apparition de réactions spontanées dans les couches jeunes qui reprennent instinctivement les symboles de la revendication bretonne (Marée noire par exemple). La droite de l'Emsav ne parvient pas à renaitre de façon crédible. Une clarification considérable marque donc ces deux dernières années : il reste deux voies pour le combat breton, aussi vivaces qu'opposées ; le terrorisme (F.L.B./A.R.B. et Trawalc'h) avec la multiplication des attentats et de leur ampleur depuis 2 ans ou l'action politique patiente de l'U.D.B. qui réussit désormais à atteindre de façon autonome la dimension de masse que nous nous étions fixée en 1975 (dernier exemple : le meeting national de Rennes).

U.D.B.



... cependant que s'accroît le retour des retraités...

CHIFFRES POUR UN COMBAT

Du Larzac à la presqu'île de Crozon, en passant par Coëtquidan, les régions hyper-militarisées sont souvent celles qui ont le moins de ressources financières.

D'où l'intérêt des chiffres suivants cités par l'Union pacifiste de France :

Coût d'un nouveau bombardier (prototype avec son équipement) :
— 250 000 fois le traitement annuel d'un instituteur ;
ou 30 000 facultés de sciences (1 000 étudiants chacune) ;
ou 75 hôpitaux de 100 lits (complètement équipés) ;
ou 50 000 tracteurs, ou 15 000 moissonneuses-batteuses.

Un char léger « AMX » coûte autant que	50 R-5 (Renault)
Un char lourd « Patton » coûte autant que	200 R-5
Un hélicoptère « Frelon » coûte autant que	500 R-5
Un « Mirage III » coûte autant que	700 R-5
Un « Mirage IV » coûte autant que	2 500 R-5
Un sous-marin atomique (sans armement) ...	40 000 R-5

BIGARD ABATTEUR DE CHOC

LORS des manifestations du 19 juillet 1974, un camion de la Société Bigard est arrêté à la Moère en Savenay. Son contenu est déchargé et distribué aux automobilistes de passage.

Cette action syndicale avait été menée parmi d'autres dans le département et toute la France, en raison d'une situation catastrophique imposée aux agriculteurs, et dont Bigard lui-même était responsable.

En effet, l'institution d'une clause de pénurie avait permis des importations massives de viande entraînant une chute catastrophique des cours à la production et permettant aux firmes import-export d'effectuer des opérations commerciales juteuses sur le dos des paysans et des consommateurs.

Face à la mobilisation intense des agriculteurs le Pouvoir devait céder et supprimer la clause de pénurie. Afin de décourager tout mouvement de contestation, il distribuait diverses primes et réprimait les « soi-disant meneurs » en les trainant en justice.

La répression était bien orchestrée. Le Pouvoir utilisait la loi anti-casseur. Les firmes réclamaient des dommages et intérêts. C'est à ce titre que

7 agriculteurs, pris comme otages, parmi ceux qui avaient participé à l'action de la Moère, étaient condamnés le 27 février 1975 à des peines de prison avec sursis et à payer solidairement la somme de 75 927,47 F de dommages et intérêts à Bigard.

Sans prévenir, sans envoyer d'avis à payer à ceux-ci, brusquement, le 8 septembre 1975, Bigard fait bloquer leur compte au Crédit Agricole.

Dès le lendemain, la F.D.S.E.A. lui envoyait un télégramme lui demandant de lever la saisie et d'arrêter les poursuites. Les responsables des syndicats locaux concernés (Fay de Bretagne, Prinquiau, St-Gildas, Missillac) avec les agriculteurs concernés lui envoyaient une lettre demandant l'arrêt des poursuites et l'assurant qu'une riposte serait envisagée au cas où il poursuivrait.

Aujourd'hui, il continue en mettant une saisie hypothécaire sur les biens fonciers de René Loquais à Fay de Bretagne et Jean-Louis Guitton à St-Gildas.

MAIS QUI EST BIGARD ?

Il faut savoir que Bigard, qui cause des ennuis aux agriculteurs de chez nous n'en est pas à son coup d'essai. Ce serait plutôt un patron de choc, bénéficiant d'appuis importants en haut lieu. Il a construit un empire dans le Finistère en achetant les firmes concurrentes. Il occupe une des premières places parmi les abatteurs de bétail en Bretagne. Il s'est implanté en Bretagne avec la S.A.F. dirigée par M. Fleury et ses fils. Cette entreprise prospère avait des activités multiples. Bigard y avait créé la section « viande bovine » en 1965 en prenant 30 % des actions. A la suite d'une mésentente avec la société Fleury, Bigard quitte cette société tout en maintenant ses actions. Il fonde par la suite la « Sud-Finistère-Viande » qui travaille également à Quimperlé. En 1969, il constitue la Socovia (Société Commerciale des viandes) avec la Sud-Finistère Viande, Fernand Morand de St-Nazaire et quelques cadres. Une nouvelle société d'exploitation de l'abattoir de Quimperlé est créée : la Sequia qui

regroupe la SAF., la Socovia et CVA Le Meur. La S.A.F. et la Socovia, deux affaires de viande, dans lesquelles Bigard est partie prenante, évoluent parallèlement à Quimperlé jusqu'en juin 1972, date à laquelle la S.A.F. annonce son dépôt de bilan, suite à un découvert de 260 millions d'A.F. Bigard, aidé de la société Socopa rachète la S.A.F. et constitue une nouvelle société qui porte son nom.

L'évolution des tonnages abattus par la Société Bigard est sans précédent en Bretagne. A sa seconde année d'activité en 1970, elle abattait près de 8 000 tonnes à Quimperlé ; en 1973 elle a abattu près de 15 000 tonnes dont 8 000 tonnes de porcs et 7 000 tonnes de bovins. Dans un interview accordé à l'Echo Breton en janvier 1974, Bigard déclare que son entreprise enregistre globalement un taux d'expansion de 30 à 60 % par an depuis sa création, il dit notamment « nous sommes devenus des industriels, cela consiste à bien gérer l'entreprise et à la rentabiliser ». Son objectif était pour 1974 : un chiffre d'affaires de 200 millions de francs, soit 20 milliards anciens pour un tonnage abattu de 22 000 tonnes, représentant 87,5 % du tonnage quimperlois abattu.

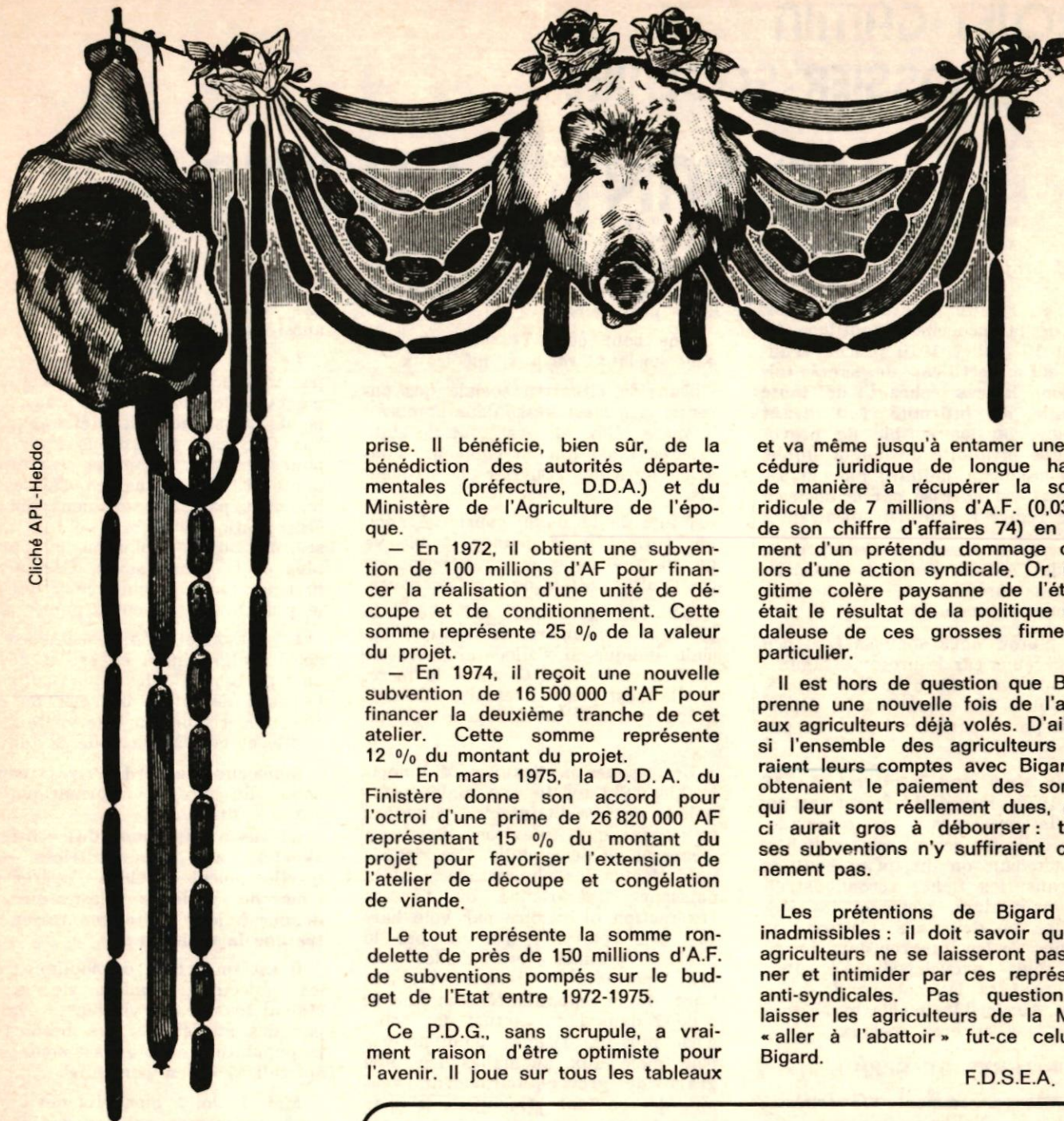
Objectif 75 : 25 milliards de chiffres d'affaires.

BIGARD UTILISE TOUS LES MOYENS POUR ASSEOIR SON EMPIRE

— Il profite des difficultés financières passagères de la SAF, contrainte de déposer son bilan par la Banque de Bretagne qui « lui coupe les robinets » pour se porter acquéreur. Ceci malgré l'opposition des ouvriers de la SAF qui refusent les 150 licenciements prévus et redoutent « la personnalité autoritaire » de Bigard. Dans cette opération, il aurait bénéficié de l'appui tacite de la municipalité de l'époque dont le maire était républicain indépendant.

— Mis en cause par les producteurs en ce qui concerne les importations de viande en 73-74, il annonçait avoir importé de la viande comme tout le monde. Il ajoute « en 73,





Cliché APL-Hebdo

prise. Il bénéficie, bien sûr, de la bénédiction des autorités départementales (préfecture, D.D.A.) et du Ministère de l'Agriculture de l'époque.

— En 1972, il obtient une subvention de 100 millions d'AF pour financer la réalisation d'une unité de découpe et de conditionnement. Cette somme représente 25 % de la valeur du projet.

— En 1974, il reçoit une nouvelle subvention de 16 500 000 d'AF pour financer la deuxième tranche de cet atelier. Cette somme représente 12 % du montant du projet.

— En mars 1975, la D.D.A. du Finistère donne son accord pour l'octroi d'une prime de 26 820 000 AF représentant 15 % du montant du projet pour favoriser l'extension de l'atelier de découpe et congélation de viande.

Le tout représente la somme rondelette de près de 150 millions d'A.F. de subventions pompées sur le budget de l'Etat entre 1972-1975.

Ce P.D.G., sans scrupule, a vraiment raison d'être optimiste pour l'avenir. Il joue sur tous les tableaux

et va même jusqu'à entamer une procédure juridique de longue haleine de manière à récupérer la somme ridicule de 7 millions d'A.F. (0,035 % de son chiffre d'affaires 74) en paiement d'un prétendu dommage causé lors d'une action syndicale. Or, la légitime colère paysanne de l'été 74 était le résultat de la politique scandaleuse de ces grosses firmes en particulier.

Il est hors de question que Bigard prenne une nouvelle fois de l'argent aux agriculteurs déjà volés. D'ailleurs si l'ensemble des agriculteurs apureraient leurs comptes avec Bigard, et obtenaient le paiement des sommes qui leur sont réellement dues, celui-ci aurait gros à déboursier : toutes ses subventions n'y suffiraient certainement pas.

Les prétentions de Bigard sont inadmissibles : il doit savoir que les agriculteurs ne se laisseront pas bernier et intimider par ces représailles anti-syndicales. Pas question de laisser les agriculteurs de la Moère « aller à l'abattoir » fut-ce celui de Bigard.

F.D.S.E.A. 44.

la Socovia a importé 120 tonnes pendant qu'elle en exportait 2 000 T. « Il nous faut bien importer à certaines époques, lorsque d'autres industries le font. C'est la concurrence. On ne peut pas se permettre à ces moments-là de vendre nos produits à des prix supérieurs ».

— Pendant une longue période et jusqu'en juin 1975, Bigard extorquait de l'argent aux paysans en appliquant un taux exagéré de réfaction sur les pesées de carcasses à chaud (3 %), alors qu'un arrêté ministériel d'avril 75 fixait ce taux à 2 % seulement. Il a fallu l'intervention de la F.D.S.E.A. du Finistère pour le faire céder.

— Non content d'extorquer le fruit du travail des autres, il demande une participation financière de l'Etat aux différents investissements de l'entre-

Les candidats U.D.B. franchissent la Loire

Avec la candidature de Joël Boulzennec à l'élection cantonale partielle de Rezé-Bouguenais, dans la banlieue sud de Nantes, l'U.D.B. confirme sa progression en Loire-Atlantique, et chit pour la première fois la Loire (électoralement parlant, car près de 30 camarades habitent cet extrême-sud de la Bretagne).

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de M. Alexandre Plancher, maire de Rezé et conseiller général de Loire-Atlantique, récemment décédé.

Pour modestes qu'ils puissent apparaître, les résultats de Joël

Boulzennec, (1,5 %) confirment l'analyse faite dans le n° d'avril du P.B. des résultats obtenus par l'U.D.B. aux législatives, puisqu'ils représentent près du double des suffrages obtenus - dans une autre partie de l'agglomération nantaise il est vrai - le 12 mars dernier.

On peut rappeler que Rezé est la première grande commune de Loire-Atlantique à avoir voté pour l'unité administrative de la Bretagne. Michel Jorand (P.C.) était l'un des adjoints à l'origine de cette initiative, avec Jacques Floc'h (P.S., nouveau maire, conseiller général de Loire-Atlantique).

M.F.

PROJET GAMIN

DOSSIER SCOLAIRE

L'ENFANT EN FICHES

LE projet GAMIN est un aimable jeu de mots qui signifie en réalité « Gestion Automatisée de la médecine infantile ». La loi du 15 juillet 1970 précise d'ailleurs « Le certificat de santé fait mention, le cas échéant, de toute anomalie ou infirmité (...) ayant provoqué ou susceptible de provoquer une invalidité de longue durée, ou un handicap, définitif ou non. Le certificat est adressé par le médecin qui l'a rédigé à l'autorité médicale ».

Donc aux directions départementales de l'Action sanitaire et sociale, donc aux préfetures... Nous voilà au moins prévenus.

Ou plutôt, nous sommes très peu prévenus car le projet « Gamin » s'est mis en place avec une discrétion tout à fait remarquable, département par département pour ne pas faire de vagues.

C'est ainsi que le décret du 13 juin 1973 introduit l'informatique dans le processus : les renseignements collectés seront mis en fiches. Oh, bien sûr, on dit qu'au bout de deux ans, les fiches seront détruites ; mais alors, pourquoi les établir ? et, en deux ans, n'a-t-on pas le temps de les intégrer dans un fichier plus encyclopédique ? Puis sont apparues les notions de « risques ». Aux critères médicaux se sont ajoutés les critères sociaux.

171 CRITERES DE RISQUE !

Il existe exactement 171 critères de risques. D'ailleurs le terme de « fiche à risque » qui existait au

départ, et qui pouvait choquer, a vite été remplacé par « enfant à surveillance prioritaire ».

Que sont ces 171 éléments : ils sont sociaux, raciaux, médicaux.

Dans la situation sociale des parents, rien n'est laissé dans l'ombre : la mère célibataire est tout de suite repérée ainsi que le chômeur, l'ouvrier agricole, l'ouvrier, le manœuvre.

L'âge de la mère, considéré comme normal pour donner la vie va de 16 à 40 ans, si on déborde de ces limites, attention ! ça se saura.

Les étrangers sont dénoncés : le 99 dans le numéro de sécurité sociale indique si l'allocataire est né en France ou non. Quant à la mère, si elle n'est pas l'allocataire elle doit préciser si elle est française (F) ou non (A).

Les risques médicaux sont innombrables. S'il existe une maladie familiale ou héréditaire c'est noté par un code qu'il s'agisse d'asthme, d'eczéma ou de syphilis. Ces risques vont depuis les circonstances de la naissance (césarienne ou forceps (extraction opératoire par voie basse), cris retardés), passent par le poids, le périmètre crânien, les incidents périnataux (détresse respiratoire, ou incompatibilité sanguine et celle-ci dans l'état actuel des soins n'est plus un risque) pour arriver pêle mêle aux anomalies les plus graves qui grèvent lourdement l'avenir de l'enfant (mongolisme par exemple) à ceux qui cèdent à un traitement médical chirurgical ou

orthopédique (bec de lièvre, fente palatine ou luxation de la hanche...). Les vaccinations non faites sont aussi signalées.

Le tout est nominal, et il n'y a pas moyen de se dérober à ces examens : le double des renseignements personnels doit être expédié aux Caisses d'Allocations Familiales pour percevoir la prime correspondante. Et là dessus les Caisses ne badinent pas : les examens doivent être pratiqués entre 2 dates précises, un jour de moins ou un jour de plus et la prime saute. Ceci arrive presque toujours chez ceux qui ont le plus besoin de cet argent.

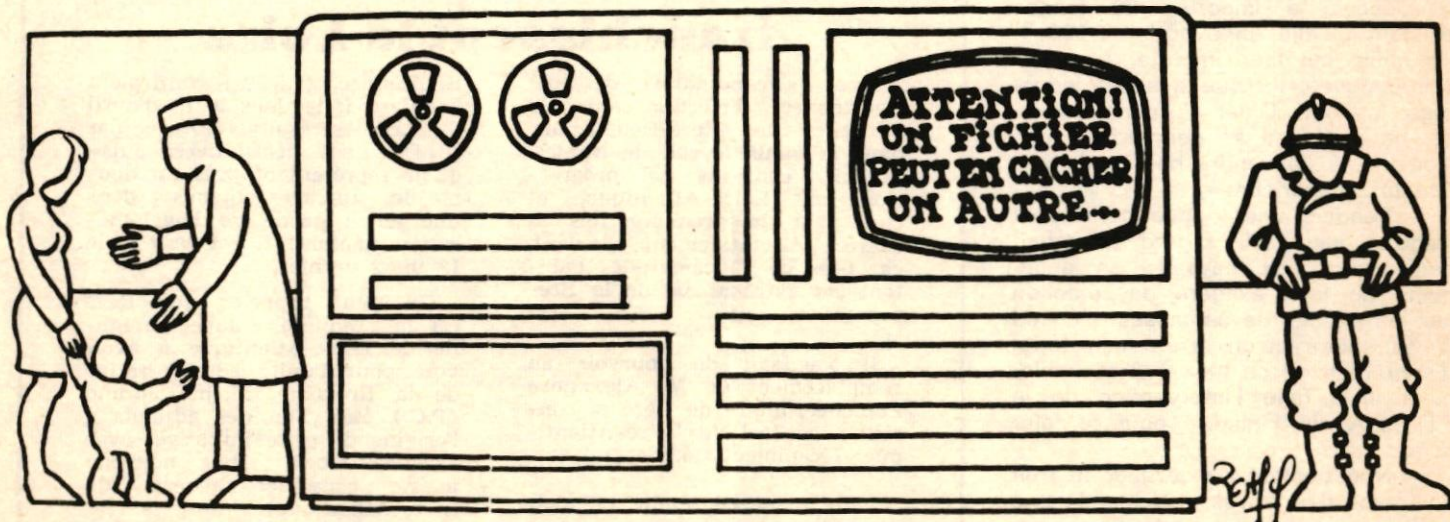
Le personnel médico-social est associé malgré lui à ce projet de loi, en particulier les puéricultrices. Celles-ci devraient infirmer ou confirmer le risque par une visite à domicile et ceci à l'insu de la famille.

Monsieur Bernard Privé, responsable du projet informatique va jusqu'à dire :

« Nous avons donné des consignes strictes aux puéricultrices afin qu'elles soient capables d'opérer une « marche arrière » c'est-à-dire de donner à leur visite une raison autre que la véritable ».

Il est important de souligner que les objectifs premiers de la loi étaient louables et visaient à évaluer par des statistiques les besoins de la population en établissements spécialisés et en personnel.

Mais la loi a bien vite dévié vers un encadrement policier de l'individu dès la première minute de sa vie.



Dessin de Jean-Pierre Remy - Ecologie - Hebdo 24/2 / 78.

C'est pour cela qu'une résistance de plus en plus vive se fait jour. Et rappelons que le PDB s'est prononcé dans ce sens, contre le projet Gamin et Audass.

LA SÉLECTION ELECTRONIQUE

Avec le dossier scolaire, c'est donc la deuxième phase du fichage des futurs adultes qui se met en place. Là encore, le prétexte est louable : il s'agit de suivre les enfants de plus près, de cerner davantage leur personnalité. Mais est-ce pour permettre son épanouissement ? Pas si sûr : ce qu'on établit, c'est un véritable dossier, qui doit couvrir toute la carrière scolaire de l'enfant, depuis la maternelle (!) jusque dans les classes du secondaire et dans les centres d'apprentissage. Il s'agit en fait d'une véritable présélection, d'autant qu'en dépit des démentis, rien n'empêche dans le principe la connexion du dossier scolaire et du dossier « Gamin » et même du fichier AUDASS qui vise à recenser les populations bénéficiant de l'aide sociale. Quel est le patron qui embauchera un garçon qui a fait des convulsions quand il était bébé ? Certains peut-être, mais pas tous, surtout dans une période où ce ne sont pas les postulants à un emploi qui manquent ; quel est celui qui acceptera dans son entreprise un jeune dont le « mauvais esprit » aura été signalé et définitivement inscrit dans le ferrite d'une mémoire électronique ?

sultats d'examens psychologiques, mesures de soutien, de rééducation, etc...

Si encore on pouvait faire confiance à l'objectivité des appréciations. Mais là aussi le bât blesse. C'est sur deux ou trois examens que l'enfant sera classé, sans que puissent intervenir des facteurs aussi importants que son évolution, son état de fatigue le jour du test, ou tout simplement les erreurs, qui sont tout de même de l'ordre de 2 à 3 % dans ce genre d'investigation !

Plus inquiétant encore : c'est par rapport à une « norme » que les enfants seront classés, et cette norme, il faut bien des critères et des valeurs pour l'établir. Peut-on croire que ces valeurs ne seront pas celles de l'idéologie dominante, du libéralisme économique, de la culture bourgeoise ? Seront favorisés des comportements qui s'y intègrent : arrivisme individuel, esprit de compétition, langage châtié.

En seront complètement exclues les valeurs qu'on pourrait qualifier de marginales, en particulier un comportement culturel lié à la Bretagne par exemple, ou au milieu des travailleurs immigrés. C'est, à travers ce dossier scolaire, l'uniformisation et la fusion dans un moule moyen qui sont valorisées.

C'est également — et ceci est plus souvent que ce qui précède souligné par les syndicats — une pièce maîtresse de la réforme Haby, justifiant les envois en « Sections d'Education

trument idéal de sélection, sur des critères qui ne sont pas uniquement scolaires, mais aussi familiaux et économiques, des 33 % de jeunes qui, selon le 7^e plan, ne devront pas dépasser le niveau du C.A.P.

ET SI LE REGIME SE DURCISSE ?

Pas plus qu'au fichier « Gamin » les parents n'auront accès au dossier scolaire qui appartient... à l'Etat ; pas plus au cours de la scolarité que de la petite enfance ils ne pourraient intervenir pour rectifier une information erronée. On nous dit qu'une loi — votée bien rapidement — empêche l'interconnexion des fichiers, mais il n'empêche que ces fichiers existent, et que ce qu'une loi a fait, une autre peut le défaire. Quand bien même il y aurait besoin d'une loi... Déjà des préfets ont demandé communication des dossiers des enfants d'immigrés de leur département. Et si le régime venait à se durcir, il aurait vraiment à sa disposition l'élément idéal : la communication immédiate de tout sur chacun ; de ses maladies à ses difficultés scolaires, de ses activités politiques à ses excès de vitesse.

Qui peut dire aujourd'hui que nous sommes à l'abri d'un tel durcissement ?

M.C. et J.G.



Toute la vie d'un homme dans un ordinateur ? La loi, pour le moment l'empêche, mais on réunit toutes les conditions pour le rendre possible.

Car avec le dossier scolaire, ce ne sont plus simplement les notes de classe qu'il s'agit d'inscrire, mais bel et bien le comportement et la personnalité de l'enfant et même de nombreux aspects particuliers : ré-

Spécialisée », les orientations plus nombreuses vers les « options techniques » dès la 4^e, le préapprentissage sur le tas, les envois vers la « vie active », laquelle se confond bien souvent avec le chômage. C'est l'ins-

pb.service

Sous ce titre, nous ouvrons désormais une nouvelle rubrique de petites annonces *gratuites*. Nous voulons ainsi aider nos lecteurs à échanger, à trouver, à acheter ou à vendre différentes choses, ayant — de préférence — un rapport avec la Bretagne. Ces annonces sont entièrement gratuites, même pour les ventes, à condition que le prix demandé soit indiqué et inférieur à 500 F. Au-dessus, le tarif de publicité s'applique aux annonces. Pas de domiciliation au journal.

• Pr la Bretagne du 1^{er} au 20 août, ch. animateurs style cabaret répertoire breton, irl. Québec. Ecrire : Jean-Louis Blivet lycée de Mirecourt, 88500 Mirecourt.

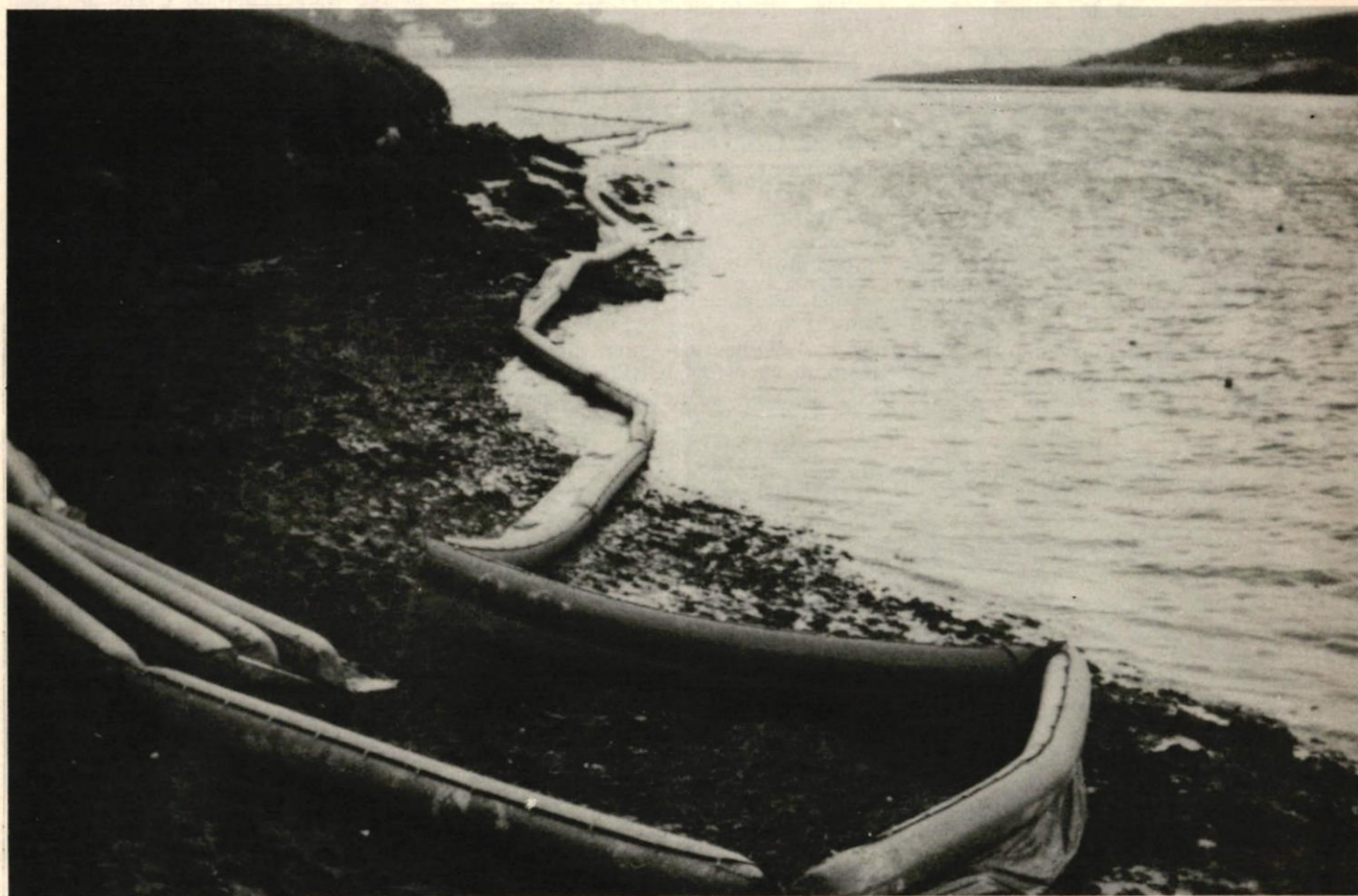
• Apprenant le breton dep. 6 mois, ch. à passer le mois d'août ds famille bretonnante. Ecrire : Michèle Estrella, BTF n° 58, rue Castelnau, 21100 Dijon.

• J.H. 24 ans, correspondrait avec jeunes bretonnantes. Niveau linguistique indifférent. Ecrire : Mikael Briant, Le Bas-Bourg, 35830 Betton.

• Couple 3 enfants échangerait sa maison à St-Pol-de-Léon contre maison en Pays basque sud. Période : 23 juillet au 23 août ou autre. Ecrire : J. Henry, 6, rue Penn al Iorzoù, 29250 Saint-Pol-de-Léon.

Un mois et demi après...

MARÉE NOIRE ET PLAN POLMAR : UN BILAN ACCABLAN



Le Peuple Breton/J. Pellen

Une photo-symbole : la grève polluée et les dérisoires « boudins » du Plan Polmar à la côte.

Les photographes d'agences ont remballé leurs appareils et se sont envolés vers le Liban et autres lieux où il y a du sensationnel à exploiter. Les journaux parisiens ont abandonné la marée noire pour le baron Empain, le perchoir de l'Assemblée Nationale et les disputes byzantines du sérail majoritaire. Les radios et télévisions n'ont plus pour souci que de préparer les reportages de la coupe

du monde de football en Argentine. La marée noire a perdu son caractère d'événement choc qui fait vendre du papier. Elle est entrée dans la routine et l'on en parle de moins en moins.

MAIS QUE FONT-ILS DONC ?

Pourtant, sur la côte, on s'agite toujours. Les grèves fourmillent de bidasses et sont toujours aussi plei-

nes de pétrole, des dizaines de convois militaires sillonnent nos routes, le ballet d'hélicoptères continue, plusieurs bateaux de la Royale font la navette quotidienne entre Brest et le théâtre des opérations. Que font-ils donc ? Rien ou pas grand chose d'utile, quand ce n'est pas aggraver le mal. Les bidasses accumulent leur récolte dans des fosses creusées sur les dunes au mépris des règlements



On éventre les dunes pour y creuser des fosses qui seront autant de nouveaux Toulven...

en vigueur, et qui sont autant de nouveaux Toulven. On détruit les plages au bulldozer sous prétexte de les rendre propres. Les camions transportent d'un point à un autre des déchets dont on ne sait que faire, ce qui ne sert qu'à disperser et étendre la pollution ! Quant aux bateaux, ils brûlent du carburant pour rien, soit que l'état de la mer leur interdise de traiter les nappes, soit qu'ils déversent de façon généralement inefficace des produits coûteux qui ne sont pas sans danger pour le milieu marin et sont de toute façon inutiles puisque le mauvais temps a beaucoup plus fait pour la dispersion du pétrole en profondeur que ne le feront jamais tous les stocks de louzou divers de la Marine. Soyons justes, l'évacuation des déchets liquides vers les stations de dégazage était une mesure utile, bien que ne représentant qu'une faible partie de la pollution totale, mais elle n'a été rendue possible que par l'utilisation des tonnes à lisier des paysans, non prévue au plan Polmar. Pour le reste, donc, c'est du vent.

AU-DELA DE L'INCOMPETENCE

Si tout ce beau monde, Bécam en tête, s'agite apparemment pour rien, ce n'est pas du tout par hasard, et pas seulement par incompétence. Il faut rassurer, il faut montrer camions et militaires pour faire croire que le problème est pris en main. Rassurer, d'ailleurs, on ne fait que cela depuis le début. Il y a les officiels du CNEXO qui n'en savent pas plus que les autres sur le sujet, mais qui disent que tout ira bien pour la faune et la flore, parce que c'est leur rôle. Il y a la réaction des gens qui, affolés par des descriptions apocalyptiques, se rassurent eux-mêmes dès qu'ils trouvent trois berniques vivantes sur un rocher. Il y a les journaux qui filtrent tous les propos d'experts ou de personnalités pour en expurger inquiétudes, désaccords, critiques ou accusations. A l'inverse, en dépit de quelques fausses notes dans la presse locale, la brosse à reluire n'a pas trop mal fonctionné pour l'aéronavale, la D.D.E., Bécam, d'Ornano et autres zigotos dont la compétence se mesure au nombre de galons. On a joué sur la corde sensible avec les oiseaux mazoutés, avec l'appel au bénévolat, aux dons, etc..., chacun parrainant son petit Breton comme autrefois son petit Biaffrais. On a égaré le public sous un fatras d'informations contradictoires, de promesses, de déclarations diverses, de recettes-miracle vantées par toutes sortes de charlatans intéressés.

Il ne s'agissait pas, à travers toute cette savante orchestration et ces coûteuses manœuvres, de masquer uniquement une dose massive d'incompétence. La corde sensible et l'appel au bénévolat détournent l'atten-

tion du fait qu'on ne fera pas payer la note aux mafias pétrolières. L'agitation sur le terrain et les déclarations rassurantes servent à cacher qu'une fois l'accident arrivé, on ne peut faire que très peu de chose. Ce qu'il faut, c'est prévenir, et ça coûte cher. Il faut imposer des routes réellement éloignées des côtes et une plus grande sécurité à bord, ce qui alourdira le coût du transport pétrolier. Il faut cesser de vendre aux armateurs « libériens » ou « panaméens », tout en jouant la vertueuse indignation à leur égard, des navires de réforme et donc accepter une diminution de rentabilité. Il faut pouvoir assurer une surveillance réelle et une répression efficace à l'égard des contrevenants, ce qui sous entend des avions, des bateaux et des hommes en plus. Mais c'est ça ou des sous-marins nucléaires. De toutes façons, prendre des mesures réelles signifie s'attaquer aux gros, aux multinationales pétrolières et à leur empire économique et politique, bref, au grand capital. Jamais un gouvernement de droite ne crachera ainsi dans sa propre soupe. La preuve : depuis quelque temps, alors même qu'on fait semblant de faire un pas dans la bonne direction, on ne jette en pâture à l'opinion publique que l'arrondissement d'un ou deux malheureux cargos grecs ; mieux encore, on pourchasse soviétiques et bulgares pour la moindre peccadille, pour tenter de montrer que les salauds sont aussi dans l'autre camp. Pendant ce temps, par dizaines chaque jour, d'autres Torrey-Canyon, d'autres Olympic-Bravery, d'autres Amoco-Cadiz dégazent ou coupent au ras des cailloux sans être le moins du monde inquiétés.

En admettant que des contraintes rigoureuses en matière de sécurité soient imposées, il restera quand même des cas où des opérations de sauvetage devront être entreprises d'urgence. Il faut pouvoir y faire face. Il faut des remorqueurs très puissants et il en faut plusieurs prêts à intervenir à chaque instant. Il faut qu'ils soient basés à proximité immédiate des zones dangereuses, à Ouessant par exemple et il faut donc entreprendre d'énormes et difficiles travaux d'infrastructure, etc..., etc... Bien sûr, il s'agit là d'investissements très coûteux et destinés à servir rarement. Mais la force de frappe ne coûte-t-elle pas plus cher encore pour une utilité moins évidente ?

POURQUOI ON DECAPE

Pourtant l'on n'entreprendra jamais ces travaux, car dans le régime actuel leur coût n'est mis en balance qu'avec le dommage économique de la marée noire, mesurable en chiffre d'affaires. Entendez par là le manque à gagner d'une ou deux saisons touristiques. Dans l'état actuel du sous-



Les indispensables tonnes à lisier des paysans... non prévues au plan Polmar !

développement de la Bretagne et de la sous-exploitation de ses ressources naturelles, en particulier marines, la pêche et l'activité goémonnière comptent pour peu de chose. On a cherché à faire croire que le problème serait réglé moyennant quelques indemnités. Ce n'est pas que les indemnités ne soient pas nécessaires. Mais il y a des victimes des précédentes marées noires qui attendent toujours les leurs et, comme toujours, les plus humbles, les plus modestes, les anciens par exemple qui tiraient du goémon ou de la pêche aux coques un complément indispensable à une pension de misère, auront tout perdu sans pouvoir rentrer dans les catégories administratives d'indemnisation.

Comptent pour rien dans ces calculs le dommage subi par le milieu naturel et ses possibles conséquences sociales à moyen et long terme. A quel degré les champs d'algues ou les gisements de coquillages seront-ils touchés et dans combien de temps seront-ils reconstitués ? Nul ne peut encore le dire et, de ce point de vue, la marée noire ne fait que commencer. Combien de ceux qui hier encore vivaient de la côte devront-ils renoncer définitivement à leur activité parce qu'ils ne pourront pas tenir en attendant que les conditions redeviennent normales ? Marée noire après marée noire, le vrai dommage finalement, c'est l'atteinte répétée à un patrimoine naturel qui pourrait servir de base à un développement économique important dans le cadre d'une autre politique. C'est aussi la désagrégation un peu plus accélérée chaque fois du tissu social dans un secteur géographique où la politique de la droite a déjà beaucoup fait pour éliminer les activités maritimes au profit du tourisme et de la militarisation. Non seulement le pouvoir ne fera rien de sérieux pour empêcher que ça recommence, car se serait s'attaquer à la logique du profit, mais encore, tout bien pesé, les marées noires vont dans le sens de sa politique de démenagement de la Bretagne. On voit mieux alors pourquoi il n'est question que des baignades de l'été prochain, pourquoi l'on décape les grèves sans souci des conséquences, pourquoi on fait n'importe quoi, pourquoi on manipule l'information, pourquoi les CRS sont là, prêts

CHRONOLOGIE

16 MARS :

A 22 h 04, l'Amoco Cadiz s'échoue avec 230 000 tonnes de pétrole brut sur la roche de Maen-Goulven, devant Portsall. 44 personnes sont hélicoptérées dans la nuit.

17 MARS :

2000 personnes manifestent leur colère à Portsall. La radio parle sans arrêt de l'organisation des secours, mais sur place il n'y a rien. Le plan POLMAR apparaît déjà comme un bluff total. D'Ornano arrive à Brest.

18 MARS :

Barre arrive à Landéda où il affirme que « toutes les dispositions sont prises pour limiter les conséquences de la pollution ». Il a une vive altercation avec Yann Daumer, adjoint U.D.B. au maire de Brest.

3000 personnes défilent à Brest pour une émouvante manifestation nocturne.

Une voiture se jette dans le port de Portsall et son conducteur est noyé. Une autre tentative de suicide a lieu à Portsall.

19 MARS :

L'une des fameuses pompes américaines, sur lesquelles on avait fait beaucoup de battage, se retrouve dans un fossé du côté de St-Brieuc, victime d'un accident de la route...

La préfecture et les radios déplorent la « curiosité malsaine » des Bretons qui se rendent à Portsall. « On voit beaucoup mieux à la télévision » ajoute le Préfet du Finistère. Ainsi, si vous voulez voir vous-mêmes ce qu'on fait de votre pays, et si vous ne voulez pas vous fier à l'intoxication de la télé, vous êtes « malsain » !

Excuses à Barre du maire de Plouguerneau et de celui de Landéda qui le remercient « du sens de sa visite ».

20 MARS :

Le pétrole pénètre dans les abers. Le PC de Ploudalmézeau déclare que « cela ne fait courir aucun risque aux parcs à huitres, situés beaucoup plus au fond ».

On prépare le pompage, auquel pas un pêcheur ne croit.

21 MARS :

L'île de Batz est entièrement engluée.

La pagaille est totale. Bonnet doit parler à Paris ; on ne peut donc rien faire sur place : deux agriculteurs se présentent au PC avec leur tonne à lisier en demandant où ils seront utiles. On leur demande d'attendre le discours de Bonnet avant de leur attribuer une place !

L'adjoint-maire de Portsall demande qu'on lance un appel à la solidarité internationale. On lui répond qu'on aurait l'air bête, si, finalement, les soutes tiennent...

22 MARS :

La marée noire atteint Trébeurden ; c'est alors seulement que le plan POLMAR est déclenché dans les Côtes-du-Nord.

Dans le Finistère, où il est en action, on recense les criques où le pétrole pourrait s'accumuler.

600 marins-pêcheurs sont dans la rue à Brest.

La solution des pompes à lisier, non prévue dans le plan POLMAR, se révèle la plus efficace.

D'Ornano se fait rassurant après le conseil des ministres.

Yann Daumer demande la réunion du SAUM de la rade de Brest et s'inquiète de ce qui est fait pour la rade (sa demande restera sans effet). Louis Le Roux, adjoint PC au maire de Brest demande une réunion du Conseil Régional (sa demande restera aussi sans effet)...

Début des manifestations lycéennes. Ils seront ainsi 1000 à Morlaix, 6000 puis 4000 à Brest, 3000 et 600 à Quimper, 600 à Landerneau, 1000 à St-Brieuc, 2000 à



Brest - avril 1978

à étouffer toute nouvelle manifestation de mécontentement.

J.L.F. et J.Y.M.



On détruit les plages pour les blanchir avant l'été.

D'UNE MAREE NOIRE

Lesneven qui estiment qu'on ne peut se contenter de nettoyer sans rien dire.

23 MARS :

Le gag : Bécarn, l'homme de Toulven, est chargé par le Premier Ministre de la coordination des opérations ! A sa sortie de Matignon il parle de « l'incident » de l'Amoco Cadiz !

Les députés bretons de la majorité (mais pas ceux de l'opposition) sont reçus par R. Barre.

M. Arnaiz, qui a traité la pollution de l'Urquiola en Galice préconise l'incendie de l'épave.

24 MARS :

Bécarn parle toujours de pomper le reste du pétrole ; le R.P.R. local fait appel aux bonnes volontés.

Puis l'Amoco Cadiz se casse à nouveau : plus question de pompage. Bécarn continue néanmoins ses discours : « dès mardi les plages seront nettoyées par les militaires ; il faut se garder de dramatiser ».

Coulondres, préfet maritime, se défend ; 1) chacun doit comprendre qu'il fait mauvais : on ne s'élève pas contre les éléments. 2) l'incendie de l'épave a été envisagé. Tous les spécialistes l'ont déconseillé. 3) la solution de créer des brèches est écartée (elle sera pourtant appliquée 5 jours plus tard...)

25 MARS :

10 % seulement des produits bretons trouvent preneur à Rungis.

La marine dément qu'elle ait interdit l'accès de Brest au pétrolier en remorque, comme on le rapporte avec insistance dans la ville.

Bellemare entre en action pour une super-opération publicitaire qui aura pallié en partie l'insuffisance du matériel POLMAR et celui de l'armée (qui, dans certains cas se servira abondamment pour son propre compte).

Manifestations à Lorient et à Lannion (1000 personnes dans ces deux villes).

26 MARS :

Disputes à Ploudalmézeau entre officiers de gendarmerie en désaccord sur les mesures que prennent les uns et les autres. On doit faire venir un supérieur pour les départager !

Berest, nouveau député de Brest et de Gouesnou, donne le départ... d'une course cycliste dans le quartier Sanquer, à Brest...

Attentat FLB contre la Shell, à Rennes.

Vives attaques des journaux anglais contre l'incurie du gouvernement français.

27 MARS :

20 000 personnes manifestent à Brest, à l'appel d'un grand nombre d'organisations, mais pas du PS, ce dont se félicite l'entourage de Bécarn. L'U.D.B., entraînant à sa suite 2 000 personnes, fait scander le slogan « suppression des préfets ».

L'U.D.B. demande pour la Manche un statut analogue à celui d'un canal.

Bécarn déclare au « Télégramme » : « L'Etat est à même d'assumer ses responsabilités ». Le « pétardage » de l'épave remplace le pompage.

28 MARS :

Nouvelle visite apaisante de D'Ornano : « Tout sera fait pour promouvoir le tourisme ».

Manifestation à Landerneau (CLIN, CS-CV, CFDT, UDB, PS, APPSB).

C'est cette fois l'afflux des volontaires qui commence à poser des problèmes.

Bécarn doit avouer à Ouest-France qu'il n'existe aucun exemplaire disponible du plan POLMAR.

29 MARS :

Mesure énergique en conseil des ministres : le trafic est repoussé à 7 miles des côtes ! et même à 8 dans le rail !

Même « énergie » de la commission déléguée du conseil régional qui émet des vœux...

L'épave est grenadée. Officiellement c'est un succès, mais plusieurs grenades n'explorent pas : elles sont encore sous l'eau et la navigation autour de l'épave, ainsi que son survol sont en conséquence interdits !

Notre camarade Ronan Leprohon, conseiller régional U.D.B., a adressé le 24 avril au Président du Conseil Régional, André Colin, une lettre où il dit notamment :

Je tiens à « vous dire toute l'humiliation que j'ai ressentie (et avec moi, bien des élus, bien des Bretons) lorsque j'ai appris que Monsieur le Préfet de Région refusait aux Conseillers régionaux de Bretagne le droit de se réunir en séance extraordinaire, alors que leur pays était touché de plein fouet par la plus grande catastrophe écologique du monde. Autant dire que si le Conseil régional ne trouve pas, dans ces circonstances tragiques, une raison de se réunir, il ne sert donc pas à grand chose. L'élue breton que je suis en a pris acte. »

30 MARS :

Le Télégramme, reprenant les propos officiels, signale que « l'hypothèque est levée ; on peut être assuré que le travail des bénévoles ne sera pas gâché par l'arrivée du nouveau pétrole... »

300 manifestants à Concarneau à l'appel de l'U.D.B. et de la SEPNEB.

31 MARS ET 1^{er} AVRIL :

2 concerts d'Alan Stivell, au PAC de Brest, au profit des sinistrés de la marée noire.

1^{er} AVRIL :

Rocard passe à Brest et... à la Télé.

10 000 manifestants à Brest devenu « le lieu des luttes » pour quelques dizaines de gauchistes venus de Paris et qui font dégénérer la manifestation alors que la présence policière est particulièrement dense.

France Inter en direct de Portsall avec Marc Bécarn. L'intox atteint des sommets élevés.

DEBUT AVRIL :

Optimisme officiel forcené : mais où est donc passée la marée noire ? La marine nationale ne trouve plus rien et ne maintient plus que 3 bateaux sur place...

2 AVRIL :

Le délégué régional au tourisme commence sa propagande : « la Bretagne sera propre pour l'été ». Il s'appelle Monsieur... Coué !

4 AVRIL :

Mitterrand visite la marée noire.

10 AVRIL :

Bécarn s'intéresse à la guerre psychologique contre la marée noire. On invite les journalistes à revenir voir le progrès accompli ; deux jours plus tard, la marée noire sera revenue avant eux...

11 AVRIL :

Evénement sans doute imprévu : le vent tourne...

12 AVRIL :

Le pétrole qu'on disait évaporé revient en nappes épaisses ; « un grand responsable dit France Inter à 23 h : le vent ! »

14 AVRIL :

C'est Giscard qui annonce sa venue : que pourrait-on faire de plus ?

L'Henrietta Bravo coule avec 2800 t. de déchets. Le Trieux et le Sovereign Star sont immobilisés avec leur dangereuse cargaison. Un mois après la catastrophe, on commence à se demander que faire des déchets...

17 AVRIL :

A 22 h, sur France Inter, on présente le nouveau plan français discuté à Londres, avec cette phrase qui pourrait résumer à elle seule la logique dérisoire du bluff gouvernemental : « Bretagne : après la pollution, la prévention » !

COMPLAISANCE...

Il existe à Paris, 61-63, rue des Belles-Feuilles, une honorable compagnie, appelée OSCOSA, c'est-à-dire Oil and Shipping Company - S.A. France. La dite compagnie bien Française recrute du personnel pour les pétroliers et précise ceci aux postulants : « Les navires sur lesquels nous serons susceptibles de vous proposer une activité battent pavillon libérien ou panaméen ».

On ajoute assez discrètement le salaire : 450 dollars U.S. par mois, soit à peu près 2 000 F ; et plus discrètement encore ceci : 1 mois de congés par an de navigation ! Les congés sont payables sur la solde de base en fin d'embarquement...

Voilà des pavillons qui n'ont pas une grande complaisance envers ceux qui les servent !

de Bretagne

Brèves

Inzinzac-Lochrist : Gouel ar brezhoneg

Inzinzac-Lochrist sera cette année le théâtre de Gouel ar Brezhoneg qui se déroule depuis 1974 chaque week-end de la Pentecôte. Cette fête rassemblera de nombreux artistes et artisans. Afin d'associer la vie économique et sociale à la vie culturelle, les forums sur l'avenir de la Bretagne seront également proposés.

PB

Le Guilvinec : marins-pêcheurs sinistrés

La rigueur des mois d'hiver 77-78 a contraint les marins-pêcheurs du quartier du Guilvinec à rester au port. Ils ont demandé une indemnisation n'ayant pu pratiquer leur métier pendant près de cinq mois.



MPB. Thersiquel

Caseyeur au Guilvinec.

PB

Concarneau :

Malgré la timide reprise de la SCEN avec dix employés, la situation de l'emploi à Concarneau reste toujours aussi noire. L'une des plus anciennes activités de la ville est en danger : la voilerie Le Rose connaît en effet des difficultés. La faiblesse du carnet de commandes menace 10 emplois et une procédure de licenciements est d'ores et déjà engagée.

PB

Personnel hospitalier : 1 500 manifestants à Brest

A l'appel des syndicats C.G.T. et C.F.D.T., 1 500 employés hospitaliers du Finistère et du Morbihan se sont rassemblés à Brest pour exprimer leur mécontentement devant les inégalités qui existent entre Paris et la Bretagne en ce qui concerne les salaires et les conditions de travail.

LE PROBLEME DE BREST A

LOIRE-ATLANTIQUE

L'EMPLOI DANS LE DEPARTEMENT : LA C.F.D.T. VEUT « JUGER SUR PIECES »

L'union C.F.D.T. de Loire-Atlantique dénonce « l'artifice du ministère du travail » qui annonce une baisse du chômage sans tenir compte des 5 000 stages de jeunes « parqués » dans les entreprises. Pour le syndicat la réalité se trouve plutôt dans les demandes d'emplois non satisfaites : l'entreprise Peaudouce à Pontchâteau offrait 150 emplois en fin 77, 766 candidats ont répondu alors que seulement 350 demandeurs d'emplois sont recensés dans la région concernée !

FINISTÈRE

CONSEIL GENERAL : REPRESSION CONTRE LES ASSOCIATIONS FAMILIALES

Pour faire taire la contestation née des mauvaises conditions d'habitat dans certaines H.L.M. de l'Office départemental, la méthode est simple : supprimer l'aide aux associations familiales d'usagers. C'est la formule employée sans scrupule par ceux qui prônent la concertation...

Depuis deux ans les syndicats familiaux (confédération syndicale du cadre de vie) se heurtent systématiquement à un refus de dialogue de la part de la direction de l'office départemental d'H.L.M. Pourtant, au niveau hexagonal un accord fut signé en 1976 entre H.L.M. et C.S.C.V...

Malgré cet accord, la situation a continué à se dégrader notamment dans les cités de La Boissière à Morlaix et Duguesclin à Landerneau.

Lors de sa session du début de l'année le conseil général, à l'initiative d'un conseiller général, par ailleurs président de l'Office départemental d'H.L.M., supprimait purement et simplement la subvention de fonctionnement jusqu'alors attribuée sans problème à la fédération finistérienne de la C.S.C.V.

C'est tellement plus simple ainsi, n'est-ce pas ?



Le Peuple Breton / JLF

H.L.M. Duguesclin à Landerneau

MOR-BIHAN

A LORIENT : LICENCIEMENTS EN SERIE

L'économie lorientaise connaît à nouveau une situation grave pour l'emploi. Deux entreprises de la ville licencient et déposent leurs bilans.

L'imprimerie Jugant qui comptait encore 105 salariés il y a 3 ans licencie aujourd'hui les 15 ouvriers subsistant. Pour justifier cette décision la direction n'a rien trouvé de mieux que d'invoquer les « tracas » que lui cause la C.G.T. et le manque d'assiduité et de rendement...

Au « textile lorientais » dont le dépôt de bilan remonte au 2 janvier 1978 aucun acquéreur ne s'est présenté pour reprendre l'activité. Pour 77 ouvrières le préavis de licenciement arrive à expiration, les 124 autres ayant un « sursis » d'un mois... Les ouvrières C.F.D.T. ont décidé d'occuper l'usine et envisagent la reprise par la création d'une coopérative ouvrière.

ILLE-ET-VILAINE

LOUVIGNE-DU-DESERT : USINE-PIRATE A L'ŒUVRE

En février la société Duflat-Manutention ouvrait une succursale à Louvigné-du-Désert et touchait les primes d'installation et de création d'emplois : 26 en tout. Cette entreprise vient purement et simplement de déposer son bilan et de licencier tout son personnel au bout d'un an ! Un pirate de plus, qui a su profiter du système colonial que nous subissons.

CÔTES-DU-NORD

LANVOLLON : UNE LAITERIE OCCUPEE

Début avril, une quarantaine de producteurs de lait du canton de Lanvollon (Côtes-du-Nord) ont occupé le bureau du directeur de la laiterie du Trégor, à Pontrieux. Ils protestaient contre la décision de l'usine, appartenant au groupe Négobeurœuf, de ne plus ramasser le lait en pots.

La suppression du ramassage en bidons lèse les petits producteurs qui ne disposent pas du financement nécessaire au stockage du lait en cuves spéciales.

Chronique réalisée avec la collaboration
des Fédérations U.D.B. de Brest, de Loire-Atlantique
et des Pays de Lorient.

Brèves

Agriculture : producteurs de lait en colère

Deux cents producteurs de lait venus des départements bretons ont fait irruption le 18 avril en plein conseil du Forma, organisme chargé du prélèvement de la taxe de coresponsabilité, pour protester contre cette taxe et le blocage de certains dossiers de subventions.



Pont Saint-Nazaire - Saint-Brévin : A trafic croissant... péage croissant

Le trafic sur le pont de St-Nazaire à St-Brévin ayant augmenté l'an dernier de 2,27 %, les usagers pouvaient s'attendre à une modération du péage et celui-ci vient d'être augmenté de 12 %.

Une logique qu'apprécieront certainement tous les riverains et usagers !



Maison de la Culture de Rennes : Rencontre Bretagne, Catalogne, Occitanie

La Maison de la Culture de Rennes organise une rencontre culturelle entre Bretons, Occitans et Catalans pour répondre aux interrogations de ces minorités face à leur identité afin qu'elles se reconnaissent dans une langue, des traditions, des pratiques sociales et des projets. De nombreuses manifestations sont prévues auxquelles participeront pour la Bretagne : Strollad ar vro Bagan pour le théâtre, Yann Ber Piriou pour la poésie.



Quimper : un lycée en question

Les professeurs du Lycée technique Yves Thépot de Quimper ont observé un arrêt de travail pour protester contre la dégradation de l'établissement qui n'autorise plus le déroulement des cours dans les conditions normales d'hygiène et de sécurité. Les parents d'élèves ont adressé une motion à la préfecture du Finistère.

LEGISLATIVES : IL NOUS MANQUE 11 MILLIONS

APPEL A LA SOLIDARITE BRETONNE ET SOCIALISTE

DEUX mois seulement se sont écoulés depuis les dernières élections législatives. L'échec de la gauche, victime de sa division, a été ressenti par les travailleurs français avec un sentiment souvent de désespoir, parfois de trahison... L'UDB, pour sa part, n'a pas démerité d'être restée unitaire jusqu'au bout, tandis que PC et PS ne cessaient de se quereller. L'électorat de gauche en Bretagne, s'y est, semble-t-il, laissé prendre et par son « vote utile » en faveur du PC ou PS, il a privé l'UDB de la représentation politique qui est effectivement la sienne. Il est vrai que, privés de l'accès aux chaînes de radio et de télévision, il nous était bien difficile d'être perçus

prochain congrès les 29-30 avril et 1^{er} mai prochain.

Mais, en attendant, nous ne pourrions pas nous endormir sur des lauriers quelque peu ternis. En effet, chaque jour, les factures de la campagne électorale nous arrivent.

15 jours après les élections nous avons tiré un premier bilan, et nous avons fixé le déficit approximatif à 10 millions (anciens).

Nos amis abonnés, ont déjà répondu favorablement à notre souscription : « Objectif 10 millions ». Tous ne l'ont pas encore fait, qu'ils ne tardent pas trop !! Les délais des factures des imprimeries n'attendent pas...

Nous pouvons aujourd'hui dresser le bilan des campagnes de nos 17 candidats.

néfices des spectacles organisés avec Gilles Servat et ceux de la tournée de Maxime Le Forestier, et la participation des lecteurs du Peuple Breton aux souscriptions.

IL NOUS MANQUE 11,5 MILLIONS ANCIENS !!

Certains de nos amis lecteurs pourraient se tonner de la faiblesse de certains chiffres. Par exemple, une candidature U.D.B. nous revient à 18 900 F. C'est pourtant vrai : en dehors de la campagne dite « officielle », c'est-à-dire regroupant bulletins de vote, circulaires électorales, caution du candidat — et qui revient à 10 000 F, soit 1 million ancien par candidat — chaque représentant de notre parti ne disposait pour sa campagne propre que d'une moyenne de 8 900 F.

Cela signifie en clair, dix fois moins qu'un candidat du PS, 15 fois moins qu'un candidat du PC, 25 fois moins qu'un candidat du PR, 40 fois moins qu'un candidat du RPR. Qui dit mieux ?

Les 17 campagnes UDB réunies ont coûté meilleur marché qu'UNE campagne du RPR.

Nous avons lancé une campagne d'aide et de soutien pour 10 millions. Celle-ci ne fait que commencer, et devra atteindre 11,5 millions.

Amis lecteurs, nous avons besoin de vous, de votre aide. La Bretagne ne se construira pas en un jour. Une déception électorale aujourd'hui peut, si nous savons la surmonter, devenir la victoire du Peuple Breton demain ! La lutte acharnée que l'U.D.B. mène contre la marée noire et ses responsables, est le garant de notre ardeur bretonne, de notre combattivité révolutionnaire.

AIDEZ-NOUS A SURMONTER CETTE EPREUVE FINANCIERE

Ne laissons pas à M. Bécarn, l'apôtre des plages blanches et de la mer bleue, le plaisir de nous voir disparaître, à la suite d'une faillite d'argent.

Merci d'avance pour votre soutien et pour votre confiance.

Merci davantage encore pour votre promptitude et votre générosité.

Yann Daumer,

Membre

du Bureau Politique de l'UDB,
maire-adjoint de Brest.

Circonscription	Nom du candidat	Dépenses engagées	Recettes collectées
Guérande	A. Russon	19 800 F	14 050 F
St-Malo	H. Gourmelen	18 700 F	14 850 F
Hennebont	J. Groix	17 600 F	15 550 F
Brest I	R. Leprohon	29 000 F	25 150 F
Morlaix I	C. Leluc	18 500 F	13 650 F
Brest II	R. L'Hostis	18 000 F	13 800 F
Guingamp	P. De Quélen	17 500 F	15 750 F
Quimper	J. Guillou	17 400 F	14 650 F
Douarnenez	J. Le Goff	17 800 F	13 750 F
Concarneau	P. Guéguénat	18 700 F	15 450 F
Lorient	J. Guégan	21 700 F	17 250 F
Châteaulin	F. Morvannou	18 800 F	14 150 F
Rennes Sud	Y. Rouger	17 900 F	14 950 F
Nantes II	B. Le Blavec	18 700 F	16 950 F
Lannion	D. Giraudon	15 700 F	16 750 F
St-Brieuc	Y. Guerveno	18 100 F	14 450 F
Auray	D. Dollé	17 500 F	13 650 F
TOTAL candidats		321 400 F	264 800 F
Déficit 10 spectacles Alan Stivell		58 000 F	
TOTAL		Dépenses : 379 400 F	Recettes : 264 800 F
SOLDE DEFICITAIRE A PAYER		114 600 F	

autrement que des candidats « locaux », en opposition aux candidats « nationaux », les Grands, ...ceux qui vont à Paris. L'un des candidats de droite de la 5^e circonscription du Finistère, parlant du Président de la République et de l'Elysée se vantait « d'avoir longtemps vécu auprès du Soleil ». Qui dirait mieux, Louis XIV peut-être ?

Les résultats sont là - L'U.D.B., avec 17 candidats sur les 5 départements bretons, a fait une moyenne de 2 % des suffrages exprimés. Nous saurons en tirer les leçons à notre

Les chiffres parlent d'eux-mêmes :

— les dépenses à 37,9 millions anciens. Celes-ci se répartissent en 32,1 millions pour nos 17 candidats, auxquels s'ajoutent 5,8 millions pour la tournée déficitaire organisée par l'U.D.B. avec Alan Stivell au mois de février.

— les recettes se montent à 26,5 millions anciens. Celles-ci regroupent les cotisations des militants, les bé-

Je soussigné souscris pour l'objectif 11 millions
une somme de 50 F ☐

100 F ☐

200 F ☐

supérieure ☐

Les souscriptions resteront anonymes ;
seul leur total sera rendu public.

AIDEZ L'U.D.B.

images du XIV^e congrès de l'U.D.B.



Le bureau politique sortant pendant la discussion sur son rapport politique.



250 délégués, représentant par mandats les douze fédérations de l'U.D.B.



Réception du congrès à la mairie de Brest : Yann Daumer répond à Pierre Maille, premier adjoint. On voit ici Louis Le Roux, adjoint PC, R. Leprohon, et Thomas Mc Giolla, président du Sinn Fein.



Un travail de commission parfois animé !...



Ça n'avait peut-être pas l'abondance des congrès radicaux, mais l'ambiance aux repas était quand même joyeuse...



Dans le hall du congrès, une exposition des affiches des peuples en lutte à travers le monde.

Reportage photo Le Peuple Breton/J. Pellen

ILS ÉTAIENT AU CONGRÈS DE BREST

Le congrès de Brest de l'U.D.B. est l'occasion de la rencontre d'un grand nombre d'organisations représentant les peuples opprimés ou même libérés du monde. Tous les représentants de la charte de Brest sont présents (Irlandais, Gallois, Galiciens, Basques, Catalans, Sardes) ainsi que les Occitans qui sont des familiers de nos congrès.

Mais sont présents aussi pour la première fois des militants originaires d'Europe ou d'Afrique appartenant à quatre peuples : le Val d'Aoste (citoyens italiens de langue française), les Canaries avec le MPAIAC, les Algériens avec le représentant de l'Amicale des Algériens en Europe et le Zimbabwe (Rhodésie) avec le représentant de la ZAPU. Cette page a pour but de vous les présenter.

ZIMBABWE

Une lutte devenue irréversible

En Afrique Australe, la lutte populaire contre le racisme et pour la libération nationale est devenue irréversible ; mais elle est également extrêmement dure. Vitale pour les intérêts impérialistes, cette partie du monde africain l'est aussi par l'importance du dispositif économique et stratégique mis en place, surtout depuis une quinzaine d'années. Ainsi sur le territoire du Zimbabwe (appellation africaine de la Rhodésie) où le gouvernement de Washington prévoit des investissements de l'ordre de quatre milliards, par l'intermédiaire d'un fond spécial qui vise en fait trois buts : étayer l'économie rhodésienne, ébranlée par l'embargo et la fermeture des frontières ; maintenir l'ensemble des secteurs-clés de l'économie aux mains des colons ; provoquer l'apparition d'une bourgeoisie africaine, paravent entre les nationalistes et les colons blancs.

Il faut dire que le mouvement de libération du Zimbabwe trouve de puissants arguments dans la lutte contre un racisme et des inégalités assez effarants. Ainsi les 4,8 % qui constituent la population blanche perçoivent 56,5 % du revenu national, et alors que 4 239 élèves blancs terminaient leurs études secondaires, les élèves noirs dans ce cas ne sont que 2 545 (pour une population 20 fois supérieure !).

La lutte du peuple zimbabwe remonte aux années 1890, aux débuts de la colonisation du pays par les anglais, à la suite des menées d'une compagnie anglo-sud-africaine, la British South Africa Cartered Company dirigée par le fameux Cecil Rhodes qui avait reçu de la reine Victoria la permission de piller le Zimbabwe. Le premier acte important de la résistance date du 17 mars 1897, et le 17 mars est devenu depuis la journée nationale de solidarité.

La ZAPU (Zimbabwe African People's Union) date de 1961, et dès l'année suivante, elle comptait 20 000 membres, sous la direction de Josua Nromo, ancien militant syndicaliste et nationaliste. Mais, contrainte à la clandestinité, la ZAPU devait changer de stratégie et même d'orientation idéologique ; son nationalisme fut radicalisé et fortement politisé dans une option résolument socialiste et révolutionnaire.

Joseph Dubé représentant la ZAPU à La Havane, raconte dans Tricontinental

les difficultés de cette évolution : « Certains dirigeants du parti pensaient qu'après la défaite des colonialistes et des impérialistes ils prendraient la tête des usines et possèderaient des résidences et des automobiles de luxe. Il a fallu lutter contre ces tendances ».

Depuis, la ZAPU a amorcé un double rapprochement ; d'une part en direction d'un autre mouvement progressiste, la ZANU ; d'autre part envers les nationalistes de l'ANC d'Afrique du Sud avec lesquels un commandement unifié a été constitué.

Après des années de soubresauts, le mouvement révolutionnaire du zimbabwe semble aujourd'hui idéologiquement cohérent et militairement efficace. Pour Ian Smith et ses supports, la menace n'est plus uniquement théorique.



Cliché Zimbabwe Review

Une guérilla qui rencontre de plus en plus de succès.

ALGÉRIENS EN EUROPE

Les difficultés de l'émigration

Protéger les travailleurs algériens émigrés en France, sur le simple plan physique, mais aussi en aidant moralement des hommes qui vivent dans des conditions matérielles indignes, loin de leur famille souvent, et aussi au milieu d'un racisme qui n'est pas toujours feutré. Aider aussi à la réinsertion en Algérie des travailleurs venus en France. Ce sont deux tâches prioritaires de l'importante Amicale des Algériens en Europe, qui souligne « le refus ou l'impossibilité des travailleurs algériens de s'insérer socialement et économiquement dans un système étranger dont l'unique souci consiste à les exploiter. Ceci, allié à leur attachement aux valeurs socio-culturelles nationales justifient le besoin qu'ils éprouvent de réintégrer le pays ».

Le journal « L'Algérien en Europe » publie dans chacun de ses numéros des témoignages accablants sur le racisme et les « ratonnades », ainsi le meurtre de Mustapha Boukhezer, 21 ans, achevé à « bout portant » par le brigadier Marchaudon, un soir comme les autres à Chatenay-Malabry ; ainsi ce rapprochement entre deux jugements : la relaxe pour avoir tué deux Algériens, la prison



Sebastiao Salgado/Gamma

pour avoir tué... son chien. La peur, dans la communauté algérienne en France n'est pas l'exception...

Mais ce que le Français bien-pensant ignore le plus souvent, tant les clichés sur les travailleurs immigrés qui ne savent même pas lire sont ancrés dans les esprits, c'est l'acharnement de ces travailleurs à préserver leur culture. « Les effets de la transplantation au pays d'accueil sont connus : ce sont l'acculturation avec tous ses risques, les conflits de génération aggravés par les conditions de vie des familles émigrées, les sollicitations nombreuses de l'environnement social et culturel et dont on ne mesure pas tous les effets négatifs. Il y a aussi cette image du pays lointain vers lequel tous se sentent proches mais qui pour beaucoup, et notamment ceux qui sont nés à l'étranger reste floue et confuse faute d'une « lien » ou d'un simple retour au village natal lorsque cela est possible ». Voilà des lignes écrites par un Algérien pour des Algériens, mais qui pourraient s'appliquer à d'autres émigrés que nous, Bretons, connaissons bien !



L'insécurité est quotidienne. Ici, le siège de Toulon de l'Amicale des Algériens, détruit le 20 mars dernier par un « commando Delta ».

VAL D'AOSTE

Des autonomistes français

Prolongement en terre « italienne » du domaine franco-savoyard la vallée d'Aoste a, depuis la fin du fascisme, statut de région autonome au sein de la République italienne. En 1945 le comité de libération de l'Italie avait fait de grandes promesses à la Résistance valdôtaine (qui avait fort active contre le fascisme centralisateur de Mussolini). Mais, par la suite, les Italiens furent nettement en retrait sur leurs promesses de l'après-guerre. Le statut attribué en 1948 à la Vallée était si imparfait que cela justifia — à la fois pour gérer les affaires régionales et pour revendiquer une autonomie plus complète — l'existence d'un assez fort courant régionaliste et autonomiste.

ILES CANARIES

La dernière colonie espagnole en Afrique

Les 7 îles principales de l'archipel canarien (à 115 km du Maroc et 1000 km de l'Espagne) couvrent une surface de 7 273 km² avec une population de 1 300 000 habitants (sans compter 500 000 émigrés). Le peuple guanche, d'origine africaine, qui habitait ces îles à l'origine, a été colonisé au 15^e siècle par l'Espagne.

Cette situation se perpétue aujourd'hui par une économie de dépendance fondée sur des exportations de matières premières agricoles, et des importations de produits manufacturés. 3 % des exploitants agricoles se répartissent 75 % des terres cultivables, mais 90 % des petites exploitations ne couvrent seulement que 13 % de cette surface exploitable.

Toute l'économie est dominée par l'impérialisme (trusts américains, espagnols, allemands, belges, suédois) et les Canariens n'ont pas d'autre choix que de servir de larbins... ou d'émigrer !

Mais la résistance du peuple guanche s'organise. En septembre 1964 s'est créé le MPAIAC (Mouvement pour l'Autodétermination et l'Indépendance de l'Archipel Canarien) qui a pour objectif l'indépendance, les libertés du peuple guanche et le socialisme.

Les îles Canaries occupent une situation stratégique importante à proximité de cette Afrique aujourd'hui tant convoitée. La lutte du MPAIAC a donc des répercussions internationales et concerne tous les peuples d'Afrique et d'Europe atlantique. C'est une lutte qui concerne aussi tous les peuples opprimés du monde et les forces progressistes et révolutionnaires.

Le principal mouvement est l'U.V. (l'Union Valdôtaine) qui se veut « apolitique » et vise essentiellement à préserver les valeurs de la langue (française) et de la civilisation traditionnelles face à une mutation économique provoquée par une certaine industrialisation de la Vallée, par l'immigration italienne et par un développement du tourisme alpestre.

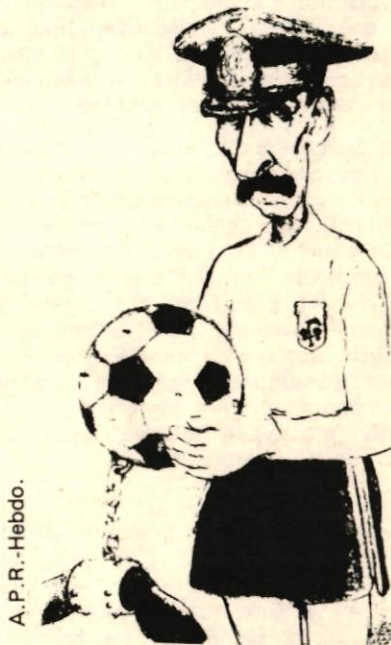
Un autre mouvement, nettement plus radical et orienté à gauche, le « Mouvement harpitan » a récemment fait son apparition dans le pays. C'est un camarade représentant ce mouvement qui apportera au Congrès de l'U.D.B. le salut des militants valdôtains.

Page préparée
par Hervé Grall, Jean Guégéniat, Ronan Leprohon.

Coupe du Monde

Il ne faudra pas se tromper de stade, le mois prochain en Argentine, pour la coupe du Monde de foot. Car à côté des stades où se dérouleront les matches, la torture se poursuivra sans relâche, peut-être un peu plus discrète, c'est tout. Les journalistes n'en parleront pas, car le général-organisateur leur a promis qu'ils pourront tout dire... à condition d'être « objectifs » !

La France se prépare à la fête ; pour une fois qu'elle se qualifie, on ne va pas quand même lui gâcher son triomphe avec des histoires de mains coupées et de ventres éclatés, ou de cadavres coulés dans du béton et retrouvés au fond des lacs ! Non, il ne faut pas, paraît-il, « faire de politique »



quand on joue au football, ça nuit à l'influx nerveux, comme ont pu le constater l'avant-centre de l'équipe du Brésil, non sélectionné pour avoir demandé la libération des prisonniers politiques, ou l'allemand Paul Breitner qui a traité de fascistes les généraux argentins et qui ne sera pas non plus sélectionné.

La coupe du monde ne doit pas cautionner les camps de la mort et les écoles de torture ; l'U.D.B., en tant que parti, et comme l'avaient fait beaucoup de ses militants, appelle au boycott de l'Argentine et a ainsi donné sa signature à l'initiative du C.O.B.A.

A LA LANTERNE

UNE SOLUTION RADICALE...

... DE GAUCHE?

Certains candidats de l'ex-S.A.V. (Strollad ar vro) ne se consolent pas de la disparition du Parti breton de droite. En Loire-Atlantique, en particulier, ils ont opéré des reconversions... intéressantes. Ainsi l'ancien candidat S.A.V. de Guérande s'est-il converti en « écologiste », cependant que celui de la 2^e circonscription de Nantes, Lionel Divard, allait aux élections sous les couleurs du « Mouvement des radicaux de gauche » (sic).

Le M.R.G. étant un parti signataire de l'ex-programme commun et le S.A.V. ayant passablement reproché à l'U.D.B. son alliance avec l'union de la gauche, M. Lionel Divard pose un problème, surtout quand on sait qu'il faisait partie au S.A.V. de la tendance droitiste, la plus hostile à l'U.D.B. : ou bien l'homme a accompli une évolution de taille (et nous ne nous en plaindrions pas) ou bien le M.R.G. n'est pas difficile quant au choix de ses candidats !

Quelquechose nous dit que la seconde hypothèse est la bonne. Pourquoi ? Parce que dans le civil, M. Lionel Divard est directeur administratif à la succursale nantaise des « Assurances Générales de France » et que le 2 mai dernier, il était poursuivi en justice, avec constitution du syndicat C.F.D.T. des Assurances comme partie civile...

Pourquoi encore ? En février dernier, M. Divard a refusé d'embaucher un employé temporaire de sa société alors qu'il y avait du travail. Pourquoi toujours ? M. Divard a déclaré que s'il refusait de reprendre cet employé c'était tout simplement parce que ce travailleur pourrait avoir une activité syndicale, ajoutant qu'il ne voulait pas voir grossir la section syndicale C.F.D.T. des A.G.F.

Une violation pure et simple du code du travail qui sied mieux à l'ancien candidat de la S.A.V. qu'à l'actuel dirigeant des radicaux « de gauche » en Pays nantais !

R.L.



FESTOÙ-NOS

Le P.B. publie désormais chaque mois gratuitement l'annonce des festoù-nos de Bretagne et de l'émigration. Si vous avez connaissance d'un fest-nos, si vous en organisez un, si vous y chantez, vous pouvez nous prévenir par simple lettre jusqu'au 20 de chaque mois. Parution assurée de votre annonce dans le numéro qui suit.

- Le 6 mai
à **BREST**
Fest-nos au patronage de Recouvrance, avec les « Valeerien Vro » de Plougastel, organisé par la Skol-gouren Kerber de Recouvrance.
- Le 7 mai
au **POULIGUEN**
Fest-nos à 21 h, avec « Sonerien Du », des chanteurs et des sonneurs de la Presqu'île, organisé par le collectif « Fête de la Presqu'île ».
- Le 12 mai
à **INZINZAC-LOCHRIST**
Fest-nos, organisé par la « Gouel ar brezhoneg ».
- Le 13 mai
à **REDON**
Fest-nos à la salle des fêtes, organisé par le Cercle Celtique de Redon.

- Le 20 mai
à **REZE**
Fest-nos à l'A.E.P.R., organisé par le Centre nantais de culture celtique.

- à **SEVRAN (93)**
Fest-nos à 23 h, organisé par le Centre culturel communal et le Comité des fêtes.

- à **LANDERNEAU**
Fest-nos au Family, avec « Kas dei », organisé par le C.L.I.N.

- au **GRAND-QUEVILLY (76)**
Fest-nos à la salle Municipale, avec « Skolig louarn », organisé par la section U.D.B. de Rouen.

- à **TOULOUSE (31)**
Fest-nos à l'E.S.A.P., avenue de Grande-Bretagne, organisé par l'association « An Triskell ».

- Le 21 mai
à **ST-VINCENT-SUR-OUST**
Bal breton à 15 h à Ti-Kendalc'h, organisé par Ti-Kendalc'h.

- Le 27 mai
à **VITRE**
Fest-nos au Château, avec « Sonerien du », organisé par le Cercle culturel breton de Vitre.

- Le 28 mai
à **ST-JEAN-DE-BOISSEAU**
Bal breton à 14 h, au terrain de l'Alerte, avec des chanteurs de Poullaouen, « Trouzerien ar ster » « Sonerien du », la kevrenn de Nantes, « An Endreziz », Olivier et Véronique, Glen, Bétélian, organisé par l'Alerte-Initiation aux danses bretonnes.

- Le 3 juin
à **VAL D'IZE**
Fest-nos à 20 h 30 à la salle des fêtes, avec les « Diablinthes », organisé par l'amicale izéenne.

- à **LAMBALLE**
Fest-nos en plein air sur les promenades du château, avec la Mirilantouille, les sonneurs de Landehen, « Jouffe and Co. », organisé par l'association pour la création d'une M.J.C. à Lamballe.

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

declare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 197

Adressez ce bulletin (découpé ou recopié) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

Sous la direction de Per Denez CRASH-COURSE DE BRETON A RENNES

Nature et Bretagne



Pour la quatrième fois un « crash-course » de breton sera organisé à l'Université de Haute-Bretagne pendant la première semaine de juillet. Il commencera le lundi 3 juillet à 9 h et se terminera le samedi 8 juillet dans l'après-midi.

On rappellera ici les principes qui ont, depuis le début, guidé les organisateurs du « Crash-course » et qui ont assurés son succès :

- travail en petits groupes, deux enseignants étant responsables de chaque groupe ;
- groupes homogènes quant au niveau de connaissance des participants ;
- méthodes directes qui impliquent la participation active et continue des stagiaires ;

- rencontres avec les enseignants pour discuter des problèmes qui peuvent se poser et préciser telle ou telle question ;
- pratique du laboratoire de langues ;
- conférences et discussions le soir pour maintenir l'enseignement au contact des réalités concrètes.

Tous les niveaux d'enseignement sont assurés : depuis l'apprentissage du breton pour ceux qui l'ignorent totalement jusqu'à la pratique de l'expression écrite et orale pour ceux qui ont une connaissance soit traditionnelle soit acquise de la langue. Il y a aussi un groupe d'étude de la littérature.

Il n'existe pour l'inscription aucune

condition préalable de diplôme ou d'étude du breton. Le crash-course est ouvert à tous.

Eventuellement, il peut être pris en compte dans le cadre de la réglementation sur la formation continue.

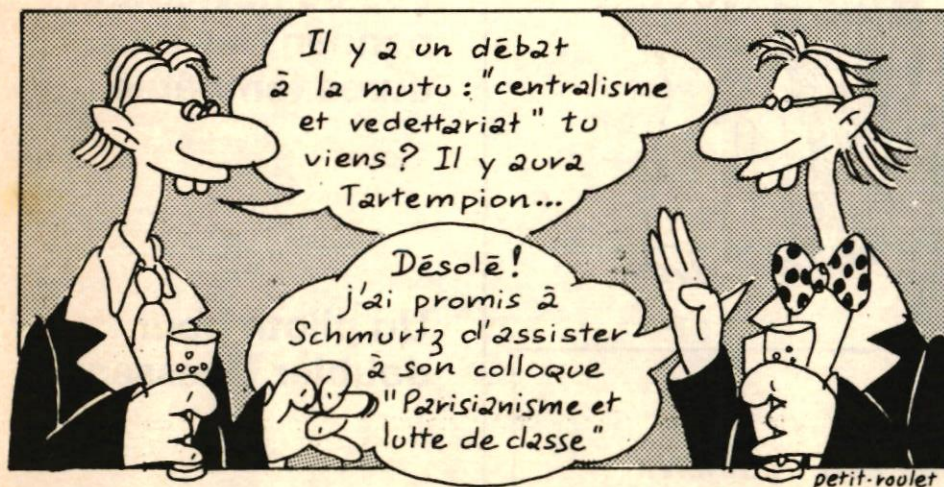
Il est prudent de s'inscrire tôt (1) : chaque années des inscriptions doivent être refusées.

Le cours est sous la direction pédagogique de Per Denez. Il est organisé par la Formation Continue de l'Université de Haute-Bretagne qui répondra à toute demande d'information et prendra les inscriptions.

(1) Université de Haute Bretagne, 6, av. Gaston Berger, 35000 Rennes.

La caricature du mois

De Petit-Roulet,
dans LA GUEULE OUVERTE (5 avril 78)



IFFIG

• se rendant dans les bureaux de son quotidien favori pour faire imprimer un faire-part bilingue breton-français, a été surpris de s'entendre répondre que, pour les langues étrangères, il y avait un supplément de 15 F.

• en a conclu que décidément les Bretons semblent toujours aussi étrangers dans leur propre pays...

RADIO - U.D.B.
Tel. (16.98) 80.18.47

EN BRETON DANS LE TEXTE

Par Yann-Ber PIRIOU

ma c'halljen-me kanañ laouen

Ceux qui n'ont pas eu la chance de la voir jouée par le **Strollad Ar Vro Bagan**, n'auront désormais plus d'excuse pour ignorer une pièce de théâtre qui marque d'ores et déjà un tournant important dans l'histoire de notre littérature dramatique. Sous une jolie couverture bleue, très bien illustrée par Tudu dont tous les lecteurs de **Yod Kerc'h** connaissent le talent, **Ma c'halljen-me kanañ laouen** est d'une lecture agréable. On apprécie de pouvoir lire posément et ainsi parfois mieux savourer, certains temps forts :

« ... L'ouvrier ne possède rien
Que sa télé pour se droguer
Que sa télé et son auto
Qui le mènent plus vite vers la mort
Voilà maintenant comme sont les gens
Les petits, les gens de rien
Ceux qui ne disent jamais autre chose
Que : — Combien la miche de pain ?
Tant que ça, tant que ça encore à [payer ?]
Voilà maintenant comment sont les [gens]
Les gens qui attendent, qui attendent,
Les gens qui attendent quoi ? ».

Ma c'halljen me kanañ laouen gant Strollad ar Vro-Bagan. 36 pages.
Prix : 10 F. Editions **Al Liamm** - Brest.



Al Liamm/Tudual Huon

TOUS LES LIVRES

Rayon spécialisé : « Bretagne »

LIBRAIRIE GUEUGNON - Rue du Port - LORIENT

**Quand les ducs de
Bretagne régnaient
sur nos rivages :**

**Des convois de
navires marchands
protégés par la
force navale.**

**Pas de navigation
pendant les plus
dures tempêtes.**

**Un pilote pour
doubler Ouessant.**

Quand le pouvoir breton s'exerçait au large de Portsall...

En ces temps d'*Amoco Cadiz* où le pouvoir central français se révèle incapable de protéger l'intégrité de notre littoral, il est intéressant de se souvenir d'autres époques où le pouvoir breton s'exerçait au large de Portsall grâce aux *brefs de sauveté* et au *droit de convoi*.

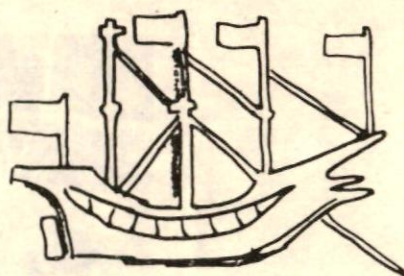
Le *bref de sauveté* semble trouver son origine dans le *droit de bris* exercé par les Bretons depuis des siècles : droit de s'emparer des épaves jetées à la côte et de piller les navires naufragés le long des rivages. Au XII^e siècle la navigation au large de la Bretagne était réputée si périlleuse qu'on disait qu'un navire ne pouvait croiser plus de deux ans dans les parages du Léon sans être brisé... Des seigneurs locaux (le vicomte de Léon) puis surtout les ducs de Bretagne se mirent alors à délivrer des *brefs de sauveté*, aussi nommés *sceaux* ou *brevets de conduite* (1). Si un navire, muni d'un tel document, faisait naufrage, le souverain breton s'engageait à lui éviter le pillage ou à rembourser la valeur des marchandises.

De plus, lorsque le bateau entrait dans les eaux bretonnes, on devait lui fournir un pilote, nommé *locman* ou *lamaneur*. Le droit de se ravitailler dans les havres et ports bretons était aussi attaché à la possession des *brefs de sauveté*, appelés pour cela parfois : *brefs de victuaille*.

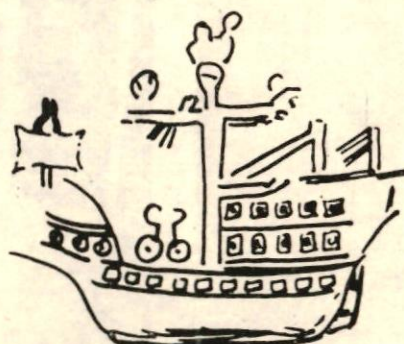
Il est probable que ces *brefs* furent créés peu après le Concile de Nantes (1127) et leur succès fut très rapide. Un siècle plus tard, ils sont assez recherchés pour que les ducs de Bretagne aient ouvert des bureaux pour les vendre non seulement dans plusieurs ports bretons (dont Nantes, bien sûr), mais encore à La Rochelle et à Bordeaux. Cent ans plus tard, les seules ressources annuelles de ces deux bureaux français atteignaient 5000 livres. Dans le budget breton de 1483, la vente des *brefs* en Bretagne atteint encore cette somme, soit presque autant que les impôts directs perçus dans l'évêché de Saint-Brieuc et plus que ceux de l'évêché de Saint-Pol-de-Léon ou de Dol (2).

On a souvent oublié que le droit de pillage exercé par les Léonards comportait l'obligation pour le vicomte de Léon de convoier le long de ses côtes les navires étrangers pourvus de ses *brefs de sauveté* particuliers : c'est sans doute là l'origine du droit de convoi des ducs de Bretagne.

Le pouvoir du seigneur du Léon était d'ailleurs considérable. Un texte juridique d'Oléron datant de 1266 (3) nous apprend qu'« au cas (où) une nef passerait outre sans prendre victuaille à sondit terroir (et sans) avoir lesdits sceaux de conduite », le vicomte de Léon « pourrait... (la) sui-



Poullan.



Sainte-Nona (Penmarc'h).



Audierne.

Navires bretons à la fin du Moyen Age

Cliché Skol-Vreizh

vre (en) quelque part qu'elle irait et l'amener à lui... en son terroir » pour passer en jugement !

Les ducs de Bretagne rachetèrent les droits des seigneurs du Léon et en exercèrent les obligations. Au XV^e siècle, quand fut créée la charge d'*Amiral de Bretagne*, c'est naturellement à l'Amirauté que revint le soin d'exercer la police duale le long de nos côtes. Tout en continuant à délivrer des *brefs de sauveté*, l'Amirauté de Bretagne organisa sérieusement le *droit de convoi*.

Il s'agissait d'armer des escadres destinées à protéger les navires marchands regroupés en convoi. « On réquisitionnait à cet effet les plus puissants navires du pays, au nombre de dix ou douze, on y embarquait environ 1500 marins et gens de guerre. On faisait trois campagnes par an » (4). La première durait du 15 septembre au 15 novembre, la seconde du 15 janvier au 15 mars et la troisième du

1^{er} mai au 15 juin. Comme on peut le constater, les tempêtes de décembre et de mars-avril étaient soigneusement évitées... Le lieu de rassemblement des navires était souvent la mer d'Iroise et le chenal d'Ouessant. En faisant route au sud, le convoi était rejoint par des bateaux qui s'étaient regroupés à Penmarc'h, Concarneau, Guérande et Nantes.

Les navires marchands n'avaient pas le droit de naviguer en dehors de ces expéditions, ni celui de s'éloigner du convoi sous peine de confiscation du navire et de la cargaison ! On se prend à rêver d'une telle rigueur appliquée aujourd'hui aux contrevenants qui doublent quotidiennement Ouessant par dizaines...

Si la rigueur s'exerçait à l'encontre des marchands, le pouvoir ducal apportait en contrepartie tout son soin à la sécurité : on vérifiait que chaque bâtiment soit commandé par un « homme de bien connaissant au fait de la mer ». Cette vérification ne serait pas toujours inutile de nos jours...

Enfin, le convoi en son entier était placé sous le commandement de l'Amiral de Bretagne ayant autorité « sur tous les autres capitaines ». L'organisation de ce convoi était coûteuse et pour couvrir la dépense, on prélevait une taxe de 5 % sur les vins entrant dans les ports bretons et une taxe de 2,5 % sur les vins chargés sur des navires bretons pour une autre destination que la Bretagne. Parfois, surtout au XVI^e siècle, on leva même une taxe dans tout le duché : ainsi en 1483, c'est plus de 10000 livres qui sont collectées au total pour le convoi.

Dix ans plus tard, un des premiers actes du roi de France Charles VIII après son mariage avec la duchesse Anne fut de s'occuper du convoi de Bretagne : il lui enleva son caractère obligatoire et les marchands qui le voulurent purent naviguer à leurs risques et périls !

La route était ouverte pour les d'Ornano et les Bécarn...

R. LEPROHON

N.D.L.R. : L'orthographe des citations a été modernisée par nous.

- (1) Dom H. Morice, *Preuves*, III, 855, 1014.
- (2) Archives départementales de Loire-Atlantique, Série E 212.
- (3) Coutumes de la mer ou Jugements d'Oléron, cités par Hévin, *Questions féodales*, p. 532.
- (4) E. du Crest de Villeneuve, *Essai historique sur la défense des privilèges de la Bretagne concernant l'Amirauté depuis son union à la France jusqu'à l'ordonnance de 1681, Saint-Brieuc, 1898*, p. 9.

LE NUMÉRO 100 DE POBL VREIZH

un entretien avec Fañch Morvannou

DIRECTEUR DE POBL VREIZH

« Pobl-Vreizh », le journal en breton de l'Union Démocratique Bretonne fait paraître en ce mois de mai son numéro 100, sans avoir jamais connu la moindre anicroche dans sa périodicité mensuelle. En faisant paraître un mensuel en langue bretonne, en donnant dans son expression publique toute sa dignité à cette langue, refusant pour elle le statut mineur d'un misérable « Korn ar brezhoneg » au bas d'une page intérieure d'un journal en Français, l'U.D.B. prenait un pari difficile. Et certes l'équilibre financier de Pobl-Vreizh n'a pas toujours été facile à assurer. Aujourd'hui encore, si la situation est saine, c'est loin d'être l'opulence. Mais Pobl-Vreizh tient, et même il progresse.

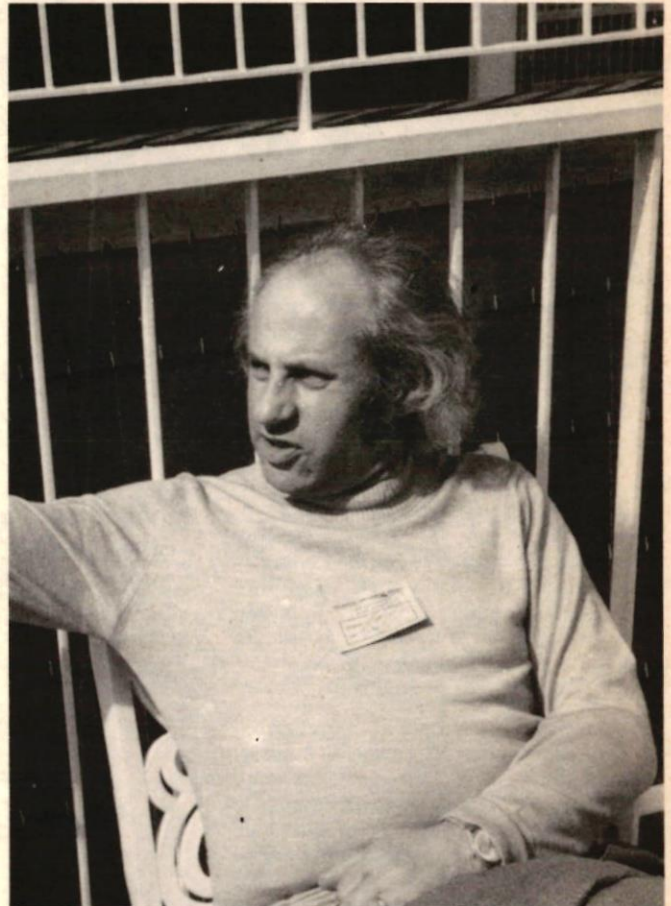
Fañch Morvannou, qui dirige maintenant Pobl-Vreizh, fait le point dans cet entretien.

P.B. : Fañch Morvannou, peux-tu nous parler de la création de Pobl-Vreizh et de la nécessité à laquelle cette création répondait, aux débuts de l'U.D.B. ?

Fañch Morvannou : Lorsque j'ai feuilleté les premiers numéros du Peuple Breton, au début des années 1970, j'ai constaté dans ces numéros et jusqu'au numéro 69-70 que de temps à autre était soulevé par l'U.D.B. la nécessité d'avoir un journal en breton aussi. Et la réponse du « Peuple Breton » était toujours la même : « Nous devons être en mesure d'en assurer une publication régulière et donc attendre d'être assez forts pour le faire ». Ce fut le cas en février 1970, date du premier numéro de Pobl-Vreizh. C'était à l'époque quelque chose de très simple, une feuille recto-verso dont les textes étaient la traduction de quelques articles du Peuple Breton, en particulier l'éditorial. Si l'U.D.B. n'avait pas pris en main la publication d'un journal politique en breton, qui l'aurait fait ? Quand on connaît l'histoire de la langue bretonne, quand on sait de quelle répression elle a été frappée, la langue bretonne présente un intérêt politique considérable, ainsi que le moyen d'atteindre une partie de notre peuple dans sa langue quotidienne. Ceci est surtout vrai pour l'oral, mais il faut aussi un soutien écrit. A part de très brèves tentatives, il n'y avait pas eu de publications politiques en langue bretonne. La langue bretonne a souffert de toutes sortes de handicaps. Depuis des siècles, il n'avait été écrit en breton que de médiocres textes de dévotion, d'un bas niveau et avec une langue francisée à l'extrême, compromise jusqu'à la pollution. Il y a eu, c'est vrai, des revues culturelles ou dévotives d'un niveau plus satisfaisant : « Feiz ha Breizh », « Dihunamb » et surtout « Gwalarn » qui ont forgé un outil capable de véhiculer d'autres concepts que ceux de la ferme.

Mais il n'y avait rien dans le domaine politique. C'est l'U.D.B. qui a croché dedans ; c'est elle qui pouvait et qui de-

Fañch Morvannou, auteur de la méthode « Assimil » de breton, actuel directeur de Pobl-Vreizh.



Le Peuple Breton

vait le faire.

P.B. : N'est-ce pas un handicap d'être obligé d'employer l'écrit ? Le peuple breton parle breton pour une part importante, mais n'est pas capable de le lire. Alors, en faisant un matériau écrit, ne se range-t-on pas dans un ghetto, celui des lettrés ? Ne passe-t-on pas justement à côté du peuple ?

F.M. : C'est évidemment un risque, et ce que tu dis là, je l'ai expérimenté dans la circonscription de Châteaulin où j'étais candidat aux législatives. J'ai fait par là-bas un certain nombre de réunions entièrement en breton, par exemple à Collorec, ma commune. Lorsque la réunion se terminait, nous propositions le « Peuple Breton » et « Pobl-Vreizh ». Les gens qui avaient parlé breton toute la réunion disaient, en feuilletant Pobl-Vreizh : « Nous ne savons pas lire le breton ! » ; et ils disaient cela en breton...

Le peuple breton est analphabète dans la langue bretonne, d'où une restriction certaine. Il arrive qu'un travailleur achète Pobl-Vreizh, et même le lise avec satisfaction, mais il faut reconnaître que c'est l'exception et que Pobl-Vreizh est menacée de n'être qu'une pâture pour un clan ; il nous faut donc représenter à ces lettrés que leur responsabilité est

aussi d'articuler leurs efforts sur la totalité des besoins du peuple breton, culturels, mais aussi économique, politiques, sociaux, etc...

P.B. : Tu viens de parler des besoins du peuple breton. Mais le peuple breton dans sa totalité peut aujourd'hui utiliser le français. Alors, le fait pour l'U.D.B. de publier un journal en breton représente-t-il une nécessité, ou simplement un témoignage ?

F.M. : C'est vrai que la totalité du peuple breton, ou presque, peut aujourd'hui fonctionner en français, parfois cependant avec bien du mal. Il faut ici distinguer deux points : Pobl-Vreizh, en tant qu'instrument écrit est bien plus un témoignage qu'une nécessité. Mais la langue bretonne reste un moyen privilégié de communication avec la population des campagnes du pays bretonnant. Mais nous n'avons pas non plus les moyens de diffuser Pobl-Vreizh partout, dans le moindre bourg. Cependant, on a des surprises. Ainsi nos camarades du Haut-Vannetais ont décidé de mettre un ou deux exemplaires dans tous les villages entourant Auray, Locminé, Baud... Ils ont été surpris de voir que tous les journaux parlaient. Un ou deux exemplaires, c'est bien sûr peu, mais c'est quand même, à mon sens, significatif.

P.B. : Tu viens de parler du vannetais ; mais dans l'état de dialectalisation où se trouve le breton, je pense que sa mise par écrit doit poser un gros problème. Peux-tu nous dire comment, au début de Pobl-Vreizh, et maintenant, ceci a été résolu ?

F.M. : La langue bretonne est littéralement pulvérisée en dialectes. Il y a, au moins psychologiquement une bonne centaine de variantes. Les bretonnants sont convaincus que leur breton n'est pas le bon et qu'ils peuvent faire chacun 10 kilomètres avec le breton de leur coin. Il y a là un handicap d'autant plus sérieux qu'on est obligé à l'écrit.

Dans les débuts il y avait une pratique qui consistait à utiliser tour à tour l'une et l'autre des deux graphies les plus connues (des lettrés, car le peuple ignore tout de ces querelles) ; on pouvait ainsi faire plaisir à tout le monde et à son père. Très vite, on s'est aperçu que c'était une cote mal taillée. D'autre part, il y avait dans le mouvement culturel des tentatives de rassemblement au point de vue graphique et il s'en est suivi des améliorations. Pobl-Vreizh a un peu servi de plate-forme de lancement pour « vulgariser » la nouvelle graphie. Depuis nous essayons d'utiliser cette graphie, sans valoriser à l'excès les différences, tout en restant populaire avec parfois des articles plus savants. Nous essayons de couvrir la totalité des dialectes. Une fois sur deux nous présentons l'éditorial en vannetais, et nous avons souvent des articles en vannetais. Une alphabétisation massive des Bretons dans leur langue réglerait très rapidement une telle question.

La date d'avril 74 est importante dans l'histoire de Pobl-Vreizh. A cette date le Pobl Vreizh est passé de deux à quatre pages et surtout il a cessé d'être une simple traduction, sans la responsabilité de Loig Kervoas, qui a tourné le dos, délibérément, au breton un peu chimique de quelques numéros des années précédentes. Depuis cette date, on peut dire que Pobl-Vreizh est de plus en plus branché sur un breton populaire tel qu'il se parle, avec de temps en temps une petite injection de mots savants quand il le faut absolument. Il s'agit que tout le monde puisse lire Pobl Vreizh sans faire des efforts démesurés et sans avoir la tentation de dire : « Ceci n'est pas mon breton ». Il faut à la fois une langue à la syntaxe très saine mais au vocabulaire très simple ; nous avons accepté des emprunts massifs au français quand ceci était nécessaire. Quand nous faisons des interviews, nous acceptons tel quel le breton de notre interlocuteur.

Nous pouvons aujourd'hui couvrir l'ensemble des dialectes, ce qui ne règle absolument pas la question de la communication par oral de tous les bretonnants entre eux.

P.B. : Quel est le public de Pobl-Vreizh ? Quels sont les gens qui s'abonnent, et ceux qui achètent à la criée, car Pobl-Vreizh a quand même cette particularité d'être vendu dans la rue !

F.M. : La plupart des abonnés de Pobl Vreizh sont effectivement des lettrés bretonnants, ce qui ne veut pas dire d'ailleurs qu'ils soient abonnés à d'au-

Le Peuple Breton



Loig Kervoas, deuxième directeur de Pobl-Vreizh.

tres revues. Certains s'intéressent à Pobl-Vreizh parce qu'il s'agit d'un organe politique. La vente à la criée, c'est quand même une assez jolie performance alors que le peuple breton parle plus facilement français. Mais les gens sont intrigués de voir vendre du breton, ceci fait beaucoup pour que le breton soit non seulement la langue de la maison, mais aussi une langue de grand vent, une langue de forum, une langue de communication au niveau politique. Il est important que le bretonnant sache que sa langue n'est pas un accident de l'histoire, qu'il faut résorber, mais un instrument apte à véhiculer du politique. Sans compter tout ce que la langue a par elle-même ; à savoir la résonnance fantastique qu'elle a sur le plan revendicatif et politique.

Pobl-Vreizh, c'est l'empêchement de tourner en rond, et on n'a pas tellement la cote dans le milieu culturel. Mais cependant les meilleurs réfléchissent et

Pobl-Vreizh a connu trois responsables depuis sa création : Jean-Paul Gourmel, Loig Kervoas, et maintenant Fanch Morvannou. Son tirage moyen actuel est 1700 exemplaires, et son contenu rompt avec les sujets ordinairement abordés par les revues bretonnantes ; ainsi au sommaire du numéro d'avril figuraient les titres suivants : « Kaoc'h du ul loen lous » (à propos de la marée noire), « Pessort amzer da-zont evid al labour a Breizh ? » (un important article sur l'emploi en Bretagne, d'après une étude de la CFDT) ; une analyse des résultats U.D.B. aux législatives ; « Piw zo o roin taol ar marw da Vreizh », un article politique de S. Sant-Laorans ; « Kentel ar Votadeg » (la leçon des élections) ; « Da belec'h ema ar P.S. o vont ? » (Où va le P.S. ?), un courrier des lecteurs, une nouvelle chanson populaire sur la marée noire et un éditorial sur l'échec de la gauche le 19 mars...

L'abonnement à Pobl-Vreizh coûte 30 F (soutien ou étranger 50 F) à :
Pobl-Vreizh
B.P. 304 - 29273 Brest-Cédex

Le Peuple Breton



Jean-Paul Gourmel (à gauche), premier directeur de Pobl Vreizh.

peut-être certains d'entre eux ont-ils déjà rectifié leur tir pour ce qui est de l'utilisation de la langue bretonne et de son rôle dans le combat politique.

P.B. : Pobl-Vreizh a atteint l'âge adulte avec son numéro 100. Il n'a connu aucune interruption. Comment vois-tu l'avenir, le développement du journal en langue bretonne de l'U.D.B. ?

F.M. : Les derniers mois sont plutôt de bon augure, puisque depuis 6 mois environ, Pobl-Vreizh a complètement changé d'aspect : il est passé de 8 à 12 pages, il y a la couleur, des photos mieux présentées. Il n'en reste pas moins vrai que toute sortie d'un numéro représente une performance, un investissement militant et inventif considérable.

Il ne faut pas être d'un optimisme béat. Le nombre des militants qui ont suffisamment de temps et de formation technique pour sortir ce journal est réduit, et tôt ou tard, il faudra songer à la relève.

On frémit un peu en voyant la dégringolade du breton, du point de vue de sa santé, de la maîtrise que les jeunes en ont, à la pensée de ce qu'il pourrait se passer s'il n'y a pas les mesures substantielles pour que l'apprentissage de la langue ne soit pas exclusivement l'affaire d'un volontarisme forcené. L'avenir n'est pas dénué d'incertitude.

Mais le Pobl-Vreizh est l'organe d'une formation extrêmement solide et structurée, qui est l'U.D.B., et par conséquent c'est l'U.D.B. qui tient à bout de bras son Pobl-Vreizh, comme d'ailleurs elle tient à bout de bras ses autres publications. C'est à la détermination et à l'obstination de l'U.D.B., y compris aussi à ses structures qu'il faut faire confiance. Les camarades qui donnent leur temps pour Pobl-Vreizh sont soutenus par leur parti, et aussi, heureusement, contrôlés par lui. Pobl-Vreizh est véritablement l'expression de l'U.D.B. en matière de langue bretonne sur le plan politique, et c'est à l'U.D.B. bien sûr d'assurer toutes ses responsabilités quant à l'avenir de Pobl-Vreizh.

Propos recueillis par J. Guégueniat

COURRIER MARÉE NOIRE

La catastrophe de l'Amoco Cadiz a soulevé dans le peuple breton une vague de révolte (voir le P.B. d'avril et de mai). De nombreux lecteurs nous ont fait par de leurs suggestions, de leur écœurement aussi devant la loi du profit et la manière dont le gouvernement français a cherché à masquer les véritables responsabilités.

Les textes ci-dessous sont extraits des lettres de nos lecteurs.

L'AGRESSION DU CAPITALISME

Devant la catastrophe dont est victime une fois de plus la Bretagne avec cette marée noire éclate l'impuissance de l'état français ; alors que la première marée noire date d'avril 1967, qu'a fait l'état français depuis ce temps ? RIEN ! le Gouvernement français comme d'habitude se moque des Bretons.

Moi je suis originaire de la Côte de Granit Rose, je connais déjà le problème. J'ai vu la marée noire de 1967.

La Bretagne, faisant figure d'assité dans cet état contralisateur, est une fois de plus abandonnée à son triste sort. Rien je le répète n'a été fait pour préserver nos côtes de cette agression du capitalisme français et international.

Je demande que le Peuple Breton et particulièrement l'U.D.B., fasse quelque chose car nous ne pouvons pas rester sans réactions devant un désastre comme celui-là. Je suis moi-même militant à l'U.D.B. et je ne peux pas penser que l'on puisse rester indifférent devant une telle catastrophe.

F. Le Jean, Nantes.

L'INTOXICATION A LA TELE

Aujourd'hui, R.T.B. demande que F.R.3 organise un débat avec les nouveaux élus bretons sur la marée noire. Cet événement a été largement illustré durant ces derniers jours. Mais les commentateurs de la radio-télévision nationale ont tout fait pour minimiser les conséquences écologiques et économiques afin de masquer l'impuissance du pouvoir à y répondre. Et ce en développant l'idéologie de la fatalité.

Radio-Télé-Brezhoneg

DEPOSER PLAINTE

— Est-il possible en tant que parti que vous déposiez plainte auprès des plus hautes autorités judiciaires, c'est-à-dire le tribunal administratif contre l'Etat et même contre Giscard directement pour atteinte au patrimoine national ?

— Il faut d'autre part exiger si indemnisation il y a des particuliers que celle-ci soit publique. Car il est évident que le gouvernement va tenter de verser des grosses sommes aux commerçants, traditionnellement pour la droite ; ainsi ceux-ci auront droit à de fortes sommes payées par les salariés éventuellement. Pour un peu, ils souhaiteront une autre catastrophe.

Je suis d'autre part totalement écœuré par l'article du Monde du 29 mars 1978 où il est annoncé qu'un rapport avertissait qu'aucune solution n'existerait en cas d'accident.

E. Roudaut,
Montbonnot Saint-Martin (38).

LA POURRITURE

Il y a ici un peuple millénaire
Il y a ici des générations d'hommes
[sans mensonges et sans honte
Las de subir la putréfaction de votre

Car entre vos doigts agiles l'or devient
[monde
[merde

Non ! Non ! N'approchez plus ! Osez-
[vous encore souiller
Ces rivages où nos ancêtres accostèrent

[pour y semer l'amour ?
Nous avons encore assez de dents et

[d'ongles sains
Pour lacérer vos chairs nauséabondes
Encore assez de piques, de fourches

Pour suspendre vos têtes de porcs
[grimaçants

Mais ils s'engluent les anges noirs dans
[leurs urines visqueuses

Ah ! Pourquoi baissez-vous vos paupières
[usées et sèches

Hontes de l'humanité ?
Oui ! C'est de vous que je parle

Capitalistes prostitués de la mort
Qui faites de la mer l'égout sacré et

[magique
D'où jaillissent vos écus et vos empires
Souillés mais la pourriture ne vous

[rebuta pas
M.M., Guilers

NON AUX FAUX SENTIMENTALISME

Démagogie, récupération, paternalisme : c'est fini ! On ne parlera plus en notre nom, sous quelque étiquette que ce soit.

TOUT EST ASSASSINE ! On ne vous montre que la partie émergée de l'iceberg ; l'autre, c'est l'équilibre biologique dans lequel nous sommes inclus. Les vers, eux aussi, meurent tout comme les poissons, les crabes, les coquillages, le plancton, les bactéries.

Il va donc être impossible de recréer un même équilibre ; il y aura mutation. Jamais nous ne reverrons la même répartition de la faune et de la flore marines, ce qui entraînera la prolifération anarchique des espèces dominantes, avec pour principale conséquence, la destruction de notre capital nutritif (...).

Ainsi, pêcheurs, goémoniers, ouvriers de conserverie, d'entreprises pharmaceutiques, ostréiculteurs, tous vont pendant des années subir une perte de revenus incalculable.

C'est pourquoi nous dénonçons le faux sentimentalisme, employé dans un but démagogique afin de ne point effrayer l'opinion publique, qui, informée avec objectivité, réagirait peut-être différemment à l'égard des responsables du crime qui frappe actuellement nos côtes. Tous les écologistes, ignorés et raillés depuis des années, préoyaient et annonçaient une telle catastrophe : peu ou prou en ont pris conscience.

Faut-il donc qu'un autre Amoco-Cadiz s'éventre pour qu'enfin on les écoute et suive leurs conseils ?

Il s'agit en effet désormais de savoir si nous sommes décidés à nous laisser exterminer. La voie empruntée par notre société suicidaire conduit à ce que dans un proche avenir, l'on voit les générations futures contraintes d'arborer masques à gaz et cuissardes pour survivre. C'est aujourd'hui qu'il faut lutter pour que nos enfants ne connaissent pas un tel enfer où faune et flore seraient artificiels. Il nous faut dès maintenant obtenir des institutions en place une réglementation sévère et contrôlée, non plus à l'échelon national mais planétaire.

Le personnel bénévole
de la clinique
des oiseaux mazoutés de Portsall

TOUJOURS LES MEMES QUI PAYENT

Voilà la troisième carcasse de pétrolier qui restera bien en vue des côtes bretonnes. Symbole du profond mépris qu'a ce système envers notre pays, qui n'a pas assez de malheur comme ça.

Langue et culture spoliées, activité économique bien en dessous de ce qu'elle devrait être, chômage, émigration, sont le lot des bretons.

La paupérisation s'accroît dans notre pays.

Et voilà que nous servons de pou-belle du pétrolier. Il n'y a pas une année où un échouage de ce genre ne se produise au large de nos côtes. Pas une année où nos côtes ne sont pas souillées par cette « saloperie » d'hydrocarbure. Et pourtant les pouvoirs publics sont désarmés. Rien n'est prévu pour faire face. On se contente de regarder de la côte ou de survoler l'épave.

Pompera, pompera pas ?

Je comprends la colère des gens de ce coin de Bretagne touché par ce fléau. Je comprends l'indignation du maire de Portsall lorsqu'il manifestait sa réprobation sur une radio périphérique, devant quelques « responsables » dont un représentant du ministre de l'environnement.

Mais quel est donc le rôle de ce ministère ? Ne serait-il pas de prévoir de telles catastrophes écologiques ? Ne serait-il pas dans ses attributions, d'étudier, de prévoir les solutions à adopter devant de tels cas.

Mais peut-être faut-il penser que ces gens ne sont que des potiches. Mais l'efficacité, le travail réel où est-il ? On ne voit pas la preuve de l'utilité d'un tel ministère.

On fait appel à la solidarité des gens de Bretagne et d'ailleurs, qui s'est fort heureusement bien manifestée. J'ai assisté à la collecte du matériel à Nantes. Beaucoup de gens ont répondu à l'appel, qui avec des pelles, qui avec des chiffons. Beaucoup ont même acheté du matériel neuf, des savons et détergents divers. Et ce n'était pas toujours des personnes riches.

C'est toujours les mêmes qui payent.

D. Caillé, Nantes.



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

A propos de l'avortement

Comme le mois dernier, nous avons reçu plusieurs lettres répondant à notre article sur l'avortement (mars 1978), mais le peu de place disponible nous oblige à en différer l'insertion dans le P.B. Nous sommes toujours disposés à publier les lettres de lecteurs en accord ou en désaccord avec cet article, soit sur le fond, soit sur la forme. Rappelons cependant qu'une condition nécessaire à la publication est que la lettre soit signée : nous avons pour principe de ne jamais publier de lettres qui nous parviennent anonymes. En revanche, nous n'hésitons pas à insérer sans signature ou sous un pseudonyme les textes de personnes qui, tout en ayant le courage de signer, nous disent avoir de bonnes raisons de garder l'anonymat à la publication.

D'un jeune sympathisant algérien

Un ami breton de la région de Saint-Nazaire, militant et adhérent à l'U.D.B., m'a fait découvrir la revue organe central de l'U.D.B., la juste lutte pour l'autonomie du peuple breton et la jolie Bretagne délaissée complètement par les actuels dirigeants en France. Grâce à cet ami, regrettant de ne pas l'avoir connu avant cette date, je ne cesse d'être au courant de votre lutte, de découvrir la musique et la chanson bretonnes, l'art breton et sa littérature, la lutte du peuple breton.

Pour terminer, je vous dis bon courage, et que Dieu guide vos pas afin que la Bretagne, la Corse et les autres régions opprimées voient le jour. Avec vous, à vos côtés dans votre juste lutte.

J'ai reçu grâce à cet ami les numéros 170 et 171 du « Peuple Breton »... Tout en vous faisant savoir que je ne peux m'abonner car mon pays n'autorise pas l'envoi de mandats vers l'étranger. C'est dommage.

Ahcène Benamar, Bouira.

Nous servons dès ce mois un abonnement gratuit à ce jeune sympathisant algérien. Tout serait parfait si l'un de nos lecteurs voulait bien le lui payer.

L'air du pays

Avec tous mes remerciements pour ce que vous faites : même si je ne suis pas toujours d'accord avec vous, ça fait quand

même du bien de respirer de temps en temps l'air du pays entre les vacances.

C. Scavennec, Marseille.

Voisinages douteux

Yann-Ber Piriou s'étonne que ma signature voisine dans « La Bretagne à Paris » avec celles de Charles Le Quintrec et de Fanch Trimer. A trois ou quatre reprises en effet j'ai signé quelques lignes dans cet hebdomadaire... à titre purement gratuit, je dirais même militant, et je ne pensais pas que les doctes celtisants de l'U.D.B. pourraient le remarquer... surtout de la manière dont cela est dit, avec l'allusion mesquine faite par le critique qui veut sous-entendre certaines analogies absolument irrecevables : « Or Fanch Trimer... dont la signature voisine parfois curieusement avec celle de G. Cadiou secrétaire général de l'USBIF... » Diantre ! Mais il aurait été alors honnête de préciser que les articles du dit secrétaire général étaient très souvent en opposition avec les « idées » du sieur Trimer, en totale opposition. Il y a là une canaillerie intellectuelle de la part de M. Piriou (...) Le fait de retrouver dans « Le Monde » les signatures d'Arlette Laguiller et de Jean-Marie Le Pen ne signifie pas que les opinions de celle-là soient celles de celui-ci ! Et puis, à tout prendre, je préfère encore retrouver mes initiales sur du papier journal aux côtés de celle d'un admirateur déclaré du nazisme, admirateur que je combats fermement, plutôt que de me retrouver physiquement conversant avec Olier Mordrel comme ce fut le cas tout dernièrement pour Fanch Morvannou lors d'une réunion, fort bigarrée dans sa bretonnitude, à Locmaria-Berrien !

G. Cadiou, Paris.

Argument pulvérisé

C'est avec détermination que je renouvelle mon abonnement au « Peuple Breton ». Chaque mois je lis le PB avec un réel plaisir. La variété des sujets traités, le sérieux de certains dossiers, combien une certaine presse pourrait s'en inspirer ! La solidarité avec les peuples opprimés pulvérise l'argument entendu si souvent de se replier sur sa petite province. L'UDB représente le seul espoir pour les Bretons de survivre, et, dans le contexte

politique français, les difficultés ne feront que s'accroître. Que le PB persévère dans son combat.

J. Charon, 91-Brétigny.

Tout petit regret

M'occupant de la commission chargée des relations extérieures de l'association « Les amis du parler gallo », je tiens à vous dire que j'ai beaucoup apprécié l'article que vous avez consacré à notre position au sujet de la charte culturelle. Un tout petit regret : peut-être auriez-vous pu mentionner les coordonnées de notre association (...)

G. Morin, Plérin.

Les Amis du parler gallo
M. Petiot
51, route de Dinard
22100 DINAN.

Anne de Bretagne en B. D.

Je lis dans le numéro de mars du « Peuple Breton » : « Vers une bande dessinée bretonne ». Je suis surpris que vous ne mentionniez pas l'album « Anne de Bretagne en B.D. » paru en commémoration du demi-millénaire.

R. Caerléon, Plabennec.

D'accord, pas d'accord

Bien que ne soie pas abonné à votre journal, je l'ai lu de temps en temps. Ma fille vient d'être abonnée par un ami, et je suivrai plus régulièrement vos articles avec beaucoup d'intérêt.

Très souvent, je suis d'accord avec vous, mais je ne puis accepter certaines de vos positions, entre autres, votre flirt avec l'union (?) de la gauche.

Non pas que je rejette en bloc votre position socialiste, mais parce que je suis persuadé que, même non alignée totalement, une alliance avec la gauche parisienne ne vaut rien. Elle est dangereuse et ne peut aboutir qu'à une feinte.



Prise de conscience

J'ai attendu que le tumulte des élections tombe un peu pour vous écrire. Alors que la situation reste — à moyen terme — bloquée et que le combat de la gauche, notre combat, ne fait que continuer, l'une de nos tâches est incontestablement d'approfondir le sens la pensée de notre action. Nous avons pour cela trois ans jusqu'à la prochaine échéance électorale, puisque malheureusement notre combat est relativement marqué par ce genre d'événements. Aussi, dans le but d'aider ma recherche personnelle sur le problème breton, je désirerais m'abonner pour un an au « Peuple Breton ».

Militant au Parti Socialiste depuis maintenant six ans, j'ai assisté et participé à la lente prise de conscience de mon organisation sur les problèmes économiques, sociaux et culturels posés par une indispensable décentralisation des pouvoirs de l'Etat. Désormais, pour moi et

pour — je l'espère — mon parti, décentralisation, régionalisation sont indissociables du mot socialisme, comme centralisation est inséparable du mode de développement capitaliste.

J'ai été aidé dans ma sensibilisation à ce problème par mes origines bretonnes. Bien qu'ayant toujours vécu à Paris, je me sens authentiquement breton. Je me considère comme exilé en quelque sorte ; et cela dix mois par an, les deux autres mois correspondant à mon séjour régulier en Loire-Atlantique (inutile de vous dire à ce sujet combien je milite pour le rattachement de mon département à la région Bretagne et contre cette stupide division administrative). Mon cas est donc très courant : c'est celui de tous ces Bretons de Paris dont les ascendants ont dû émigrer vers la capitale, chassés de leur pays très souvent par le chômage.

P. Bloch, Issy-les-Moulineaux.

Comment s'acoquiner avec des formations qui dépendent du sinistre Marchais, suintant la haine et le fanatisme ou avec des hommes comme Mitterrand, dont les idées sont souvent très acceptables sur le problème autonomiste (du moins en apparence), mais dont le curriculum vitae est des plus suspects. Mitterrand jeune était, paraît-il, de l'Action Française et pourquoi ne parle-t-on pas plus de l'attentat bidon de l'Observatoire ? Les dirigeants socialistes sont de gros capitalistes, tout le monde le sait. J'ai même entendu dire que Mitterrand avait eu comme bonne une jeune josselinaise qu'il ne saluait même pas quand il la croisait dans les couloirs, moins galant que Louis XIV qui ne manquait jamais de saluer une soubrette dans les couloirs de son palais. Ces socialistes pensent que leurs idées leur apporteront de gros avantages personnels ; s'ils se voyaient battus, ils tourneraient leur veste au mieux de leurs ambitions et de leurs intérêts personnels. Ils se fichent éperdument de la Bretagne.

Je ne suis pas du tout opposé au socialisme dans la mesure où il respecte et défend certaines valeurs et certaines libertés, mais le socialisme français, s'il gagne, ne sera que français et les Bretons, Basques ou autres colonisés se retrouveront sous la coupe de Paris exactement comme maintenant. Quant aux communistes, ils sont plus jacobins que jamais (...)

Vous désapprouvez les attentats du F.L.B. Vous avez raison. Ce que cela coûte et que l'Etat ne manque pas d'exploiter, c'est une goutte d'eau dans l'océan du gaspillage parisien de Beaubourg, de la Villette, du Chatelet, du Concorde, etc... pour une politique de prestige dont nous nous fichons éperdument. Mais le système des bombes risque de faire des victimes innocentes, sans parler des faux « attentats » combinés éventuellement par des exaltés... ou des agents de certaines polices parallèles. De toutes façons, cela indispose l'opinion et nous ferme d'emblée des sympathies et des appuis qui pourraient nous être précieux. Cela a aussi l'inconvénient de mettre hors service, quand ils sont arrêtés, des militants généreux et dévoués qui auraient pu utiliser leur courage et leur goût du risque de façon plus efficace. Ce sont généralement des jeunes séduits par l'aventure. Je me demande parfois où se situe chez eux la limite entre le jeu et le combat réel. Eux-mêmes n'en sont pas toujours conscients.

Sur d'autres points, je ne suis pas d'accord avec vous (...)

P. Bridier, 56-Beignon.

L'ILE DE BATZ AVANT MARS 1978

Cette annonce offerte par le journal a été réalisée gracieusement par SOBREDIM - La Forest Landenneau.



L'un des trois posters en couleur, format 50 x 70 cm, vendus au profit de l'île de Batz.

L'île de Batz...
Une île qui vit de la mer, des algues, des poissons et des crustacés. Une île libre, une île sauvage, une île qui a toujours vécu un peu à l'écart de notre monde.
Le jeudi 16 mars, l'Amoco-Cadiz fait naufrage. Aujourd'hui, cette île est abattue par la peste brune.
L'île de Batz, au large de Roscoff s'est trouvée sur la route de la marée noire.
Des hommes plus durs que le granit de leur terre ont pleuré. Ils ont tout perdu et pourtant aujourd'hui ils veulent encore lutter pour vivre.
Ils vous proposent des images de leur île, des images de paix et de bonheur : des posters qui vous rappelleront ce qu'était l'île de Batz.

En achetant un poster 20 F vous aiderez les familles de l'île de Batz à se battre, à vaincre et à revivre enfin avec la mer.

1 poster : 20 F pour aider l'île de Batz

Veuillez m'adresser 1 poster de l'île de Batz.
Nom _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____
Cijoint : ☐ Chèque bancaire ☐ Chèque postal ☐ Mandat
d'un montant de 20 F à l'ordre du Comité de soutien de l'île de Batz. Retournez ce bulletin à :
Comité de Soutien de l'île de Batz 29253 Mairie de l'île de Batz.

COMITE DE SOUTIEN DE L'ILE DE BATZ
Cte N° 0769 958 751 244. Crédit Mutuel de Bretagne de Roscoff

UNIONS C.R.M.

Centre Régional des Mariages

BRETAGNE

12, Quai Duguay-Trouin
35000 RENNES Tél. : (99) 79.32.17

• Veuf, 48 a., directeur assur., 1,78 m, sport., 7 000 m., renc. D. agréable aimant voyages. Accepte enfants.

• Infirmière, 23 a., seule, jolie, souriante, simple, désire mariage.

• Directeur, 47 a., div. prof., 1,74 m, voit., maison, 7 000 m., dés. mar. D. sincère. Accepte enfants.

• Vétérinaire, cél., 32 a., Imp. revenus, T. B. phys., mil. aisé, franc, sensible, ép. J.-F. sérieuse, b. éducation.

• Nadia, cél., 32 a., médecin, 1,50 m, douce, jolie, dés. mariage H. sérieux.

• Veuve 42 a., S. P., ayany souffert, 1,53 m, affect., soignée, économe, renc. M. sérieux, stable.

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont **gratuites** pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emplois en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

DEMANDES D'EMPLOI

• J.H., 24 ans, monteur en téléphones, cherche emploi en Bretagne. Ecrire : M. Moullec, 27, rue Dragon, 13006 Marseille.

• J.H., 24 ans, ch. place horticulteur en Bretagne, plantes vertes, fleurs coupées, garden center, expérience de la profession en France et à l'étranger. Ecrire : Philippe Bonnet, route de Marsac, 44600 Saint-Nazaire.

L'entreprise GUERROT



— Plus de
30 ANS D'EXPÉRIENCE
— Un seul souci :
BIEN CONSTRUIRE
— Un seul but : améliorer
VOTRE CADRE DE VIE

Siège social S.A.R.L. Guerrot
5, rue Mme de Sévigné, 90.10.91
Ergué-Armel — QUIMPER

BUREAUX D'INFORMATION :

CONCARNEAU : 24, avenue Alain-Le Lay, tél. 97.18.57
PONT-L'ABBE : 8, rue Jean-Jaurès, tél. 87.09.45
DOUARNENEZ : 1, rue du Centre, tél. 92.24.84

BON pour un catalogue gratuit
NOM
Adresse



LIBERTY

BAR - SNACK

Consommations de 1^{er} choix

Musique tous les soirs

Tél. (98) 40.90.92

3, rue Jacques-Cartier

35400 SAINT-MALO

S.C.O.P. C.O.D.A.

CHAUFFAGE-ÉLECTRICITÉ

PLOMBERIE - SANITAIRE

Ventilation Locaux Agricoles

Concessionnaire :

WESTFALIA-SEPARATOR

Petite-Ile - 29212 BOURG-BLANC

Tél. 84.57.30



MONSIEUR MEUBLE

LE ROUX

FABRICANT

Magasin : 53, route de Sainte-Anne 56 000 VANNES

ABONNEZ-VOUS

LE PEUPLE BRETON

Boite Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 30 F (1)
étranger : 40 F (1)
de soutien : à partir de 50 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 55 F (1)

A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1) (1) Rayer les
chèque bancaire (1) mentions inutiles.
mandat lettre (1)

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

PUBL VREIZH

en langue bretonne

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 30 F. (1)
étranger : 40 F. (1)
de soutien : à partir de 50 F. (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 55 F. (1)

A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1) (1) Rayer les
chèque bancaire (1) mentions inutiles.
mandat lettre (1)

C.C.P. RENNES 2746-79

LE PEUPLE BRETON

Edito

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

FATALITE ? ALLONS DONC !

Bretagne, vieille terre du courage et de la résignation », « Bretagne encore touchée par le malheur », « Admirable courage des veuves de périls en mer et des pêcheurs au visage buriné », « Brumes », « Vents », « Terre d'embruns et de granit » : aucun cliché ne nous aura été épargné par les journaux parisiens traquant le marin-pêcheur ou la coiffe (bigouden en Pays de Léon !) comme leur président traque l'antilope en Afrique...

Par-delà l'écœurement qui nous saisit, nous voulons dénoncer ici une manœuvre évidente : il s'agit de banaliser la catastrophe de l'« Amoco Cadiz », de diluer les responsabilités, de faire prévaloir des explications non-rationnelles comme la fatalité qui pèserait sur le destin breton...

C'est bien facile, car de « Torrey-Canyon » en « Amoco Cadiz », de sécheresse en inondations, les catastrophes n'ont pas manqué en Bretagne ces dernières années et elles ont permis bien souvent à la propagande officielle de développer son thème favori : « La nature est dure pour la pauvre Bretagne : il faut être solidaire avec elle ». Et passées les pîtreuries de Pierre Bellemare, le nombre des volontaires anti-fuel passe de 1000 à ...90, et tout recommence en attendant la prochaine fois !

Face à ce sinistre cinéma, œuvre d'incapables gâlonnés et stipendiés, l'U.D.B. dit : « Non, il n'y a pas de fatalité en ces affaires. Il y a imprévoyance, incapacité et choix politique ». Et ces choix politiques, nous les refusons.

En effet, lorsque les inondations catastrophiques s'abattirent sur la Bretagne, et notamment sur Morlaix, qu'avons-nous montré ? Nous avons prouvé qu'il y a des décennies des pluviosités aussi fortes ne provoquaient nullement l'inondation catastrophique de nos villes basses. Pourquoi ? Parce que l'œuvre destructive des remembrements abusifs n'avait pas — en rasant beaucoup trop de talus, et en transformant des zones de bocage en parcelles de Beauce ou de Sibérie — supprimé les retenues d'eau et les obstacles que représentaient les mailles serrées du bocage traditionnel... Et qui a profité de ces destructions ? Qui a bénéficié des primes au pourcentage de kilomètres de talus rasés ? Messieurs les technocrates des directions départementales, ne répondez pas tous à la fois !

Lorsque les tempêtes d'hiver ou de printemps entraînent la disparition fréquente d'un chalutier et de son équipage, que de cris et de pleurs : pauvres marins-pêcheurs ! Et les derniers à gémir ne sont pas

ceux-là même qui économisent sur la sécurité, qui exploitent la peine des travailleurs de la mer. Car enfin, pendant que les conditions de travail des langoustiers ou des thoniers se dégradaient, les profits n'étaient pas si mauvais, n'est-ce pas ? Messieurs les armateurs, ne répondez pas tous à la fois !

Lorsque la sécheresse ou la fièvre aphteuse vient ruiner des années d'efforts de modernisation, lorsque de jeunes ruraux doivent tout reprendre à zéro, voire moins... on entend gémir et protester contre l'ingratitude du destin et faire appel à la solidarité, les gros paysans du Bassin parisien, les maîtres du syndicalisme agricole, les gros betteraviers et céréaliers !

Et à qui vont les aides de l'Etat ? A qui profitent les dégrèvements et les secours ? Messieurs les manipulateurs d'opinion, Messieurs du syndicalisme agricole français, ne répondez pas tous à la fois !

Lorsque pour la 4^e fois, un pétrolier vient s'échouer sur le rivage breton, « Europe n° 1 » (associée à la Shell dans ses campagnes publicitaires), le gouvernement de Barre et de Bécam (protecteur des trusts pétroliers), les militaires budgétivores (de la force de frappe, de la marine ou de l'armée de terre), les politiciens parisiens de tout poil gémissent sur la « nécessaire solidarité nationale »... Les requins de moindre envergure (journalistes incompetents, gauchistes en quête de cibles pour leurs misérables cocktails Molotov, électoralistes de gauche comme de droite), se précipitent — pour 48 heures — dans un hôtel breton, le temps d'une manifestation ou d'une conférence de presse... Et pendant ce temps, le peuple breton, berné une fois encore, finit par croire à la fatalité qui le frappe, heureusement compensée par la solidarité « des autres » !

Non, c'est faux ! L'accident de l'« Amoco Cadiz » résulte de choix financiers ; les travailleurs l'ont bien dit au premier jour du désastre : « Il y a des gros sous là-dessous »... Le plan « Polmar » n'était que la couverture-bidon de l'incapacité du gouvernement français et de l'administration centralisatrice. Assez de bluff, de sentimentalisme et de pleurnicheries résignées sur la fatalité !

Comme le dit la motion adoptée par le 14^e Congrès de l'U.D.B., les Bretons ne sont pas des assistés à qui on va faire l'aumône d'une indemnisation, face au destin fatal, ce sont des spoliés, victimes d'un régime politique et financier, des spoliés qui réclament tout simplement justice !

UDB